
PARIER SUD

EAU POTABLE
ASSAINISSEMENT
GESTION DES DÉCHETS

LE GUIDE PRATIQUE ET LUDIQUE

SUR LES SERVICES ESSENTIELS

DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

ouvrage collectif réalisé par les professionnels juniors du réseau Projection



projection

RÉSEAU DE PROFESSIONNELS JUNIORS

Auteurs

Coline Clément, Denis Désille

Contributeurs

Bastien Arville, Julie Aubriot, Amélie Boissonnet, Nathalie Frayssinet, Chloé Friedlander, Jean-Marie Ily, Chloé Jolly, Célia de Lavergne, les étudiants de la promotion Port-au-Prince du Master Ingénierie des Services Urbains en Réseaux dans les pays en développement (ISUR) de l'Institut d'Etudes Politiques de Rennes et tous les participants, intervenants et animateurs du Forum *DEFIS SUD* de mars 2011.

Coordinateur

Jean-Hugues Hermant

Graphisme et illustrations

Anne-Charlotte de Lavergne

Sur une idée originale de

Julien Gabert

réseau Projection
71 rue Archereau
75019 Paris
Tel : +33 (0)9 50 05 21 44
www.reseauprojection.org

Cet ouvrage ne peut-être
reproduit.
© Tous droits réservés.
Textes et images.
ISBN: 978-2-9542163-0-0

PARIER SUD

PETIT ABRÉGÉ
DE **RECOMMANDATIONS**
INDISPENSABLES POUR
LES **ENTHOUSIASTES**
EN **RECHERCHE D'EMPLOI**
DANS LES **SERVICES URBAINS**
AU **SUD**



SALUT À TOI !
 TU ES JEUNE, DYNAMIQUE ET TU TE
 POSES DES QUESTIONS SUR LES
 SERVICES ESSENTIELS DANS LES PAYS
 DU SUD ?

Julien Gabert
 Membre fondateur du réseau Projection



Nous sommes nombreux à nous être posé ces questions il y a quelques années : quels sont les vrais enjeux du secteur de l'eau et de l'assainissement ? Qui sont les acteurs professionnels de la solidarité internationale pour la gestion des déchets ? Dois-je travailler dans l'urgence ou le développement ? En ONG ou dans une entreprise privée ? Difficile de savoir à quelle porte frapper pour trouver des réponses quand on est jeune diplômé ou jeune professionnel... C'est sur la base de ce constat que le réseau Projection puis le Forum DEFIS SUD ont été créés.

Ils cherchent à proposer un espace d'échanges et d'information pour les jeunes qui s'investissent ou veulent s'investir dans le secteur des services essentiels au Sud. Ce guide t'aidera tout d'abord à répondre aux questions pratiques que tu te poses sur ton possible engagement et ta carrière. J'espère qu'il t'amènera aussi à questionner le monde professionnel dans lequel tu désires évoluer, pour apprendre et pour remettre en question de manière constructive la vision de nos aînés sur ce secteur des services essentiels au Sud. En effet, à l'heure où l'on estime

que près d'1 milliard de personnes dans le monde n'a pas accès à un point d'eau amélioré et 2,6 milliards de personnes n'ont pas accès à l'assainissement, on peut dire que tout reste à faire. Nous devons contribuer à faire avancer le débat et proposer des modes d'interventions professionnels et de qualité sur le terrain : les services essentiels au Sud ont besoin de toi ! Questionner et être professionnel : ces deux points sont le leitmotiv du réseau Projection et se résument en une devise : « la pertinence en toute impertinence ».

Voyager au Niger ou au Laos, découvrir de nouvelles cultures, se former, faire des erreurs et recommencer, prendre part à l'amélioration des conditions de vie des gens... ça t'intéresse ? Eh bien, travailler dans les services essentiels au Sud, ce n'est pas faire l'un ou l'autre : c'est vivre tout ça en même temps. Si tu gardes en tête que l'important est d'apporter ta pierre à un édifice qui en vaut la peine tout en te faisant plaisir, alors n'hésite pas à franchir le pas ! Ce guide est là pour t'y aider. Bonne route et bon vent !

PROJECTION...

www.reseauprojection.org

PROJECTION EST UN RÉSEAU INTERNATIONAL DE JEUNES PROFESSIONNELS QUI ONT ENTRE 2 ET 10 ANS D'EXPÉRIENCE ET QUI TRAVAILLENT POUR LES SERVICES ESSENTIELS URBAINS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT. ESPACE D'ÉCHANGES ET DE DÉBATS, PROJECTION VISE À MIEUX FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES PROFESSIONNELS JUNIORS TOUT EN RENFORÇANT LEURS COMPÉTENCES.

Différents outils sont utilisés pour collecter auprès des membres du réseau les questionnements, les solutions innovantes et les expériences de terrain : plateforme collaborative internet, newsletter trimestrielle, rencontres d'échanges mensuelles en France, au Burkina Faso et au Niger, atelier international annuel, etc.

De l'ensemble de ces réflexions émergent des recommandations formulées par les jeunes professionnels que Projection diffuse et met en pratique sur

le terrain, notamment dans le cadre de Sani Tsapta (les savoirs de l'assainissement en Haoussa), un programme de renforcement des capacités des acteurs locaux de l'assainissement, et à l'occasion de DEFIS SUD, le forum des métiers des services urbains dans les pays en développement.

Créé en 2008, le réseau compte aujourd'hui plusieurs centaines de membres. Son siège est situé à Paris et une antenne Afrique de l'Ouest a été créée à Ouagadougou (Burkina Faso) en 2011.

Les services essentiels regroupent une grande diversité de services publics : eau potable, santé, éducation, énergie, etc. Cette première édition de PARIER SUD se consacre spécifiquement à trois services urbains dans les pays en développement (PED) : l'accès à l'eau potable, l'assainissement liquide et la gestion des déchets solides. Ce sont donc trois services pour le prix d'un qui sont abordés ici. La suite au prochain épisode...

TABLE DES MATIÈRES

N° 1 «

ESSENTIAL PURSUIT » : LE GRAND TEST

11

Le grand quiz pour tester tes connaissances afin que les services essentiels n'aient plus de secrets pour toi !

N° 2

QU'EST-CE QUE LES SERVICES ESSENTIELS ?

19

20

A Des moteurs du développement humain et économique

24

B Des « chaînes » d'infrastructures et de métiers à orchestrer

26

C Quelques préalables indispensables au développement des services essentiels

N° 3

CONCRÈTEMENT, ÇA SE PASSE COMMENT ?

29

30

A La collaboration entre les acteurs

32

B L'accès à l'eau potable

34

C L'assainissement liquide

36

D La gestion des déchets solides

39 N° 4 QUELLES SONT LES CLÉS DES SERVICES ESSENTIELS ?

- 40 **A** Financer les investissements et le fonctionnement
- 42 **B** Renforcer les compétences
- 46 **C** Informer et sensibiliser les usagers

49 N° 5 EFFETS DE MODE OU DÉBATS? HALTE AUX IDÉES REÇUES!

- 50 **A** De l'utilité de l'aide au développement
- 51 **B** Augmenter l'accès ou renforcer les services publics?
- 52 **C** La « privatisation » des services : de quoi s'agit-il?
- 54 **D** OMD : est-ce bien sérieux?
- 58 **E** La coopération Sud-Sud : est-ce opérationnel?

61 N° 6 UNE AUTRE APPROCHE DES SERVICES ESSENTIELS... EN-JEUX!

Quiz, mots fléchés,... À toi de jouer!

N° 7 QUI FAIT QUOI? PETITE GÉOGRAPHIE DES MÉTIERS

77

- 78 **A** Six familles d'acteurs identifiées
- 80 **B** Travailler dans un bureau d'études
- 84 **C** Travailler pour la coopération décentralisée
- 90 **D** Travailler pour un bailleur de fonds
- 96 **E** Travailler dans une ONG
- 102 **F** Travailler pour un opérateur de services essentiels
- 108 **G** Travailler dans la recherche

N° 8 PARTIR AU SUD...

113

- 114 **A** Place à l'expérience... de terrain!
- 116 **B** Le volontariat
- 120 **C** Ta place au Sud

N° 9 ALLEZ HOP, AU BOULOT!

127

- 128 **A** Où trouver des offres?
- 132 **B** Ton CV
- 134 **C** Ta lettre de motivation
- 136 **C** Ton entretien

BIBLIOGRAPHIE - WEBOGRAPHIE 137-138

LE FORUM DEFIS SUD 139

LE GRAND QUIZ POUR TESTER TES CONNAISSANCES AFIN QUE LES SERVICES ESSENTIELS N'AIENT PLUS DE SECRET POUR TOI ! « ESSENTIAL PURSUIT »... DE QUOI S'AGIT-IL ? C'EST COMME LE TRIVIAL PURSUIT® MAIS LES QUESTIONS PORTENT EXCLUSIVEMENT SUR LES SERVICES ESSENTIELS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT.

LE QUESTIONNAIRE QUI SUIT TE PERMETTRA DE TESTER TES CONNAISSANCES ET DE REPÉRER TES POINTS FAIBLES. L'OBJECTIF EST DE T'ÉVALUER SUR LES DIFFÉRENTS SUJETS ABORDÉS DANS CET ABRÉGÉ POUR MIEUX T'ORIENTER DANS TA LECTURE.

LA PREMIÈRE PARTIE DU TEST CONCERNE LES ENJEUX, LA SECONDE PORTE SUR LES MÉTIERS. TON ÉVALUATION FONCTIONNE SUR LA BASE D'UN SYSTÈME DE POINTS ATTRIBUÉS SELON TES RÉPONSES. ATTENTION, PLUSIEURS CHOIX SONT PARFOIS POSSIBLES !

CET ABRÉGÉ A PAR AILLEURS ÉTÉ CONÇU COMME UNE BOÎTE À Outils : CHAQUE QUESTION EST RÉFÉRENCÉE À UN CHAPITRE. POUR CHAQUE QUESTION POSÉE, TU PEUX DONC DIRECTEMENT CONSULTER DES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES DANS LE GUIDE.



ENJEUX

1 POURQUOI EST-IL DIFFICILE D'ESTIMER, DANS LE MONDE, LE NOMBRE DE PERSONNES QUI N'ONT PAS ACCÈS À L'EAU POTABLE ?

- ▶ A. La population mondiale n'est pas entièrement répertoriée
- ▶ B. Il n'existe pas de référence internationale pour définir le concept d'accès à l'eau potable
- ▶ C. Les estimations restent... des estimations

2 QUELS SONT LES OBSTACLES À LA MISE EN PLACE DE SERVICES ESSENTIELS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ?

- ▶ A. Le manque de volonté politique
- ▶ B. Le manque de demande de la part des populations pour des services améliorés
- ▶ C. Les économies locales et nationales ont des difficultés à financer les investissements et l'entretien des équipements

3 QU'EST-CE QU'UN ACCÈS ÉQUITABLE AUX SERVICES ESSENTIELS ?

- ▶ A. Un accès garanti pour tous, quel que soit le niveau de vie des usagers
- ▶ B. Chaque jour, un volume d'eau minimum gratuit pour chaque personne
- ▶ C. Des services essentiels mis en place par les acteurs locaux

4 QUI DÉTERMINE, AU FINAL, LES TARIFS DES SERVICES ESSENTIELS ?

- ▶ A. Les opérateurs qui exploitent les infrastructures
- ▶ B. L'autorité publique locale
- ▶ C. Les usagers des services

5 D'APRÈS L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ QU'EST CE QU'UN ACCÈS « RAISONNABLE » À L'EAU ?

- ▶ A. 10 litres d'eau minimum par personne et par jour accessibles à moins de 3 km de l'habitation
- ▶ B. 20 litres d'eau minimum par personne et par jour accessibles à moins d'1 km de l'habitation
- ▶ C. 30 litres d'eau minimum par personne et par jour accessibles à moins de 2 km de l'habitation

6 DANS LA GESTION DES DÉCHETS, QU'EST CE QU'UN POINT DE REGROUPEMENT ?

- ▶ A. Une poubelle
- ▶ B. Une benne
- ▶ C. Une décharge

7 QUELS SONT LES TROIS « MAILLONS » DE LA CHAÎNE D'ASSAINISSEMENT ?

- ▶ A. Traitement - Distribution - Propagation
- ▶ B. Collecte - Évacuation - Traitement
- ▶ C. Or - Argent - Bronze (noms de code pour le financement, le tri et le traitement)

8 UN BAILLEUR DE FONDS :

- ▶ A. Prête de l'argent
- ▶ B. Subventionne des projets de développement
- ▶ C. Recherche des financements pour soutenir des projets de développement

9 LE FINANCEMENT DES SERVICES ESSENTIELS COMPREND :

- ▶ A. L'achat de tous les équipements nécessaires pour faire fonctionner les services
- ▶ B. L'achat des équipements et le paiement des salaires des services techniques municipaux
- ▶ C. Le paiement des études préalables, la réalisation des infrastructures, l'achat des équipements, les provisions financières pour le renouvellement des équipements et infrastructures et le paiement des coûts d'exploitation

10 QUELLES SONT LES PRINCIPALES MOTIVATIONS QUI POUSSENT LES GENS À S'ÉQUIPER EN TOILETTES DANS LEUR DOMICILE ?

- ▶ A. Des motivations sanitaires (l'accès à l'assainissement réduit les risques de maladies)
- ▶ B. Des motivations économiques (l'accès à l'assainissement réduit les risques de maladies et donc les dépenses en médicaments)
- ▶ C. Des motivations de prestige social (des toilettes à la maison, c'est la classe devant les voisins)

11 QU'EST CE QU'UN PPP ?

- ▶ A. Un Pouvoir Public Polymorphe
- ▶ B. Un Partenariat Public-Privé
- ▶ C. Un Protectorat Pour la Planète

12 QUEL EST L'OBJECTIF DES NATIONS UNIES POUR LES DÉCHETS SOLIDES DANS LE CADRE DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ?

- ▶ A. La moitié de la population mondiale doit avoir accès à l'assainissement solide
- ▶ B. Le quart de la population mondiale doit avoir accès à l'assainissement solide
- ▶ C. Il n'y en a pas...

MÉTIER

1

J'AI UNE FORMATION D'INGÉNIEUR EN URBANISME, JE PEUX ...

- ▶ A. Faire de la gestion de projet
- ▶ B. Travailler dans un bureau d'études
- ▶ C. Rejoindre une fondation

LE TECHNIQUE, LE SOCIAL ET L'ÉCONOMIE... CE SONT :

- ▶ A. Des domaines de compétences spécifiques, sans lien particulier les uns avec les autres
- ▶ B. Des corps de métiers étroitement liés et indissociables pour améliorer l'accès aux services essentiels
- ▶ C. Des enjeux contradictoires dans le cadre des services essentiels

2

TRAVAILLER POUR UN BAILLEUR DE FONDS, C'EST :

- ▶ A. uniquement réservé aux financiers et aux économistes
- ▶ B. être déconnecté du terrain
- ▶ C. côtoyer une grande diversité d'expertises au sein d'une même institution

3

4

LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE, C'EST :

- ▶ A. Des actions de coopération entre collectivités territoriales françaises et collectivités territoriales étrangères
- ▶ B. Une déconcentration des pouvoirs de l'Etat
- ▶ C. Une collaboration entre des acteurs de différentes structures sans avoir besoin d'en référer au directeur

5

PARMI CES ACTEURS, QUI TRAVAILLE SUR LE TERRAIN ?

- ▶ A. Les ONG
- ▶ B. Les fondations
- ▶ C. Les organisations internationales

6

QU'EST CE QUE LA COALITION EAU ?

- ▶ A. Une coalition d'États qui ont constitué des groupes de travail sur l'eau
- ▶ B. Un regroupement d'ONG
- ▶ C. Un collectif d'entreprises privées qui travaillent dans le secteur de l'eau

JE SUIS INGÉNIEUR DE FORMATION, PUIS-JE TRAVAILLER POUR UNE ONG ?

- ▶ A. Oui bien sûr, mes compétences techniques seront appréciées
- ▶ B. Non, il n'y a pas d'ingénieurs dans les ONG
- ▶ C. Je serai accueilli(e) à bras ouverts, car une ONG n'est composée que d'ingénieurs

7

LE VOLONTARIAT DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

- ▶ A. Peut s'effectuer en France
- ▶ B. N'est pas rémunéré, mais indemnisé
- ▶ C. N'est pas valorisable ensuite, dans le cadre d'une recherche d'emploi

8

COMMENT MONTRER QUE JE SUIS LÉGITIME DANS UN PAYS EN DÉVELOPPEMENT

- ▶ A. En m'imposant par mes connaissances techniques
- ▶ B. En respectant les différences culturelles
- ▶ C. En faisant état de mes diplômes et de documents officiels

9

QUI JOINDRE SI J'AI DES DIFFICULTÉS AU RETOUR D'UNE EXPÉRIENCE HUMANITAIRE DANS LES PAYS DU SUD ?

- ▶ A. Résonances Humanitaires
- ▶ B. CARE France
- ▶ C. L'Organisation Mondiale des Migrations

10

COMMENT TROUVER DU TRAVAIL DANS LES SERVICES URBAINS ESSENTIELS ?

- ▶ A. En envoyant des candidatures spontanées
- ▶ B. En ciblant uniquement les offres publiées
- ▶ C. En actionnant mon réseau et mes relations

11

12

QU'EST-CE QUE LE RÉSEAU PROJECTION ?

- ▶ A. Un réseau de jeunes professionnels travaillant dans le secteur des services essentiels
- ▶ B. Un réseau de cinéphiles avertis
- ▶ C. Une association qui projette des films sur les déchets, l'eau et l'assainissement pour sensibiliser le grand public sur les enjeux de développement au Sud

ENJEUX

Chaque bonne réponse vaut 1 point.

Entre 0 et 5 : un peu faible, cet abrégé est pour toi!

Entre 6 et 9 : pas mal, mais avec quelques lacunes. La consultation des parties 2 à 5 de l'abrégé t'est recommandée.

Entre 10 et 12 : bravo! Reste concentré et passe aux autres jeux page 61.

Questions:	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Réponses:	C	AC	A	B	B	B	B	AB	C	BC	B	C
Raté ? Réfère-toi aux chapitres:	3.B	2.C	2.A	3.A	3.B	3.D	3.C	4.A	4.A	4.C	5.C	5.D

MÉTIERS

Chaque bonne réponse vaut 1 point.

Entre 0 et 5 : c'est faible, tu devrais t'intéresser aux parties 7 à 9 de l'abrégé... dare-dare.

Entre 6 et 9 : pas mal, mais tu peux encore renforcer tes acquis.

Entre 10 et 12 : c'est bien! Tu es prêt à travailler dans les services essentiels. Un petit balayage de l'abrégé te permettra sans doute de découvrir des informations complémentaires qui te seront utiles.

Questions:	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Réponses:	ABC	B	C	A	ABC	B	A	B	B	A	AC	A
Raté ? Réfère-toi aux chapitres:	7.A	3.A	7.D	7.C	7	9.A	7.E	8.B	8.C	8.C	9	p.6 +139



N° 2

QU'EST CE QUE **LES SERVICES** ESSENTIELS

SI TU NE SAIS PAS CE QUI EST « ESSENTIEL », CE QUI SUIT EST FAIT POUR TOI.

PARTONS DE ZÉRO ET PLAÇONS L'ACCÈS AUX SERVICES AU CŒUR DES GRANDS ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET ÉCONOMIQUE. REGARDONS ENSUITE CE QUE LEUR MISE EN PLACE IMPLIQUE SUR LE TERRAIN ET LIS-TONS QUELQUES INGRÉDIENTS NÉCESSAIRES POUR QUE LA MAYONNAISE PUISSE PRENDRE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT.



Des moteurs du développement humain et économique

Les services essentiels sont destinés aux habitants d'une ville, d'une région, d'un Etat... pour répondre aux exigences indispensables de la vie collective et de la dignité humaine, telles que l'accès à l'eau potable et à l'énergie, les transports, l'éducation, la santé ou l'évacuation des déchets. Ces services sont communément appelés « services publics » : ils visent en effet l'intérêt collectif, et la responsabilité de leur mise en place et de leur bon fonctionnement incombe le plus souvent aux pouvoirs publics, qu'ils soient locaux (commune, département, etc.) ou nationaux (Etat).

Le développement et le fonctionnement des services essentiels sont étroitement liés à la volonté politique des décideurs et à leurs capacités à mobiliser des financements. Les services essentiels représentent donc un enjeu politique à considérer au même titre que le développement économique (ce qui est loin d'être systématiquement le cas...).

Dans un monde idéal et équitable (ce qui n'est également pas encore le cas...) les services essentiels devraient être accessibles à tous et de manière durable.

Photo: réseau Projection



2,6
MILLIARDS
DE PERSONNES
N'ONT PAS ACCÈS
À UN SYSTÈME
D'ASSAINISSEMENT
ADÉQUAT.

Source: Progrès en matière d'eau potable et d'assainissement. Rapport 2010 mis à jour en 2012, OMS - Unicef



POURQUOI SONT-ILS ESSENTIELS ?

ENJEUX ASSOCIÉS

► **Ils améliorent la santé des populations**

(c'est le cas de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement)

► **Ils réduisent fortement les risques de maladies et d'épidémies**

(c'est le cas de l'assainissement liquide et des ordures ménagères)

SANTÉ
PUBLIQUE

► **Ils préservent l'environnement**

(comme le traitement des eaux usées et des ordures ménagères)

DÉVELOPPEMENT
DURABLE

► **Ils permettent la création d'emplois**

(tous les services essentiels génèrent des emplois, certains de manière très significative)

► **Ils réduisent le coût des dépenses publiques**

(en améliorant la santé des populations, les services essentiels permettent de réduire de manière considérable les dépenses de santé publique)

DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE

► **Ils favorisent la scolarisation**

(l'accès à l'eau près du domicile permet aux enfants d'aller à l'école au lieu de consacrer une partie de leurs journées - parfois plusieurs heures - à la corvée d'eau)

Les exemples entre () sont donnés à titre indicatif et ne sont pas exhaustifs

Adapté de « Ne rien faire c'est laisser faire », exposition, ARENE, pS-Eau, MAEE, Région Ile de France



Photo: Myriam Lauray

CHAQUE JOUR,
L'ACTIVITÉ HUMAINE
PRODUIT ENVIRON
10 MILLIARDS DE
KILOS
DE DÉCHETS.

(Source: Planetoscope)

Seule une partie des services essentiels est traitée dans le présent abrégé « PARIER SUD » : l'accès à l'eau potable, l'assainissement et la gestion des déchets solides (ou ordures ménagères).

■ **Pourquoi avoir ciblé ces trois services ?**

Parce qu'ils sont complémentaires : mettre en place un service d'eau potable induit, après consommation par les usagers, la production d'eaux usées (eaux des toilettes, douches, cuisine) qu'il faut nécessairement traiter. Sans assainissement, les eaux usées sont rejetées dans le milieu naturel, avec à terme (plus ou moins long selon le nombre et la densité des « producteurs » d'eaux usées) des conséquences qui peuvent s'avérer désastreuses pour l'environnement. Quant aux ordures ménagères, elles sont « produites » par les ménages, comme les eaux usées. Donc si l'on a une fibre environnementale, autant s'attaquer aux deux sources principales de pollution domestique : les déchets liquides (eaux usées) et les déchets solides (ordures ménagères)!

B

Des « chaînes » d'infrastructures et de métiers à orchestrer

L'accès à l'eau ne se limite pas à un robinet, l'assainissement n'équivaut pas à un WC et la gestion des déchets solides n'est pas synonyme de poubelle devant chez soi. Les « coulisses » de la partie visible de ces services essentiels sont un peu plus complexes que ça... Chacun de ces services est une « chaîne » d'équipements, de métiers (et donc de compétences) interconnectés qui, sous réserve qu'ils soient bien agencés, fournissent un service de qualité. Si un seul élément de la chaîne est défaillant, le service dans sa globalité peut être remis en cause !

■ **l'eau potable**, avant d'arriver au robinet, est pompée (souvent dans le sous-sol), stockée (château d'eau), transportée (canalisations), pour enfin être distribuée (robinet).

■ **les eaux usées** d'un domicile sont évacuées, traitées (station d'épuration) puis rejetées dans le milieu naturel.

■ **les déchets solides** sont collectés (poubelle devant la maison), évacués (camions), pour enfin être stockés (centre d'enfouissement technique) ou recyclés.

« DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, LA RUE OCCUPE 25 À 35 % DE L'ESPACE. SEULEMENT 2,7 % DANS LES BIDONVILLES. COMMENT INVESTIR POUR LES SERVICES ESSENTIELS SANS L'ESPACE NÉCESSAIRE ? »

Joan Clos, Directeur exécutif, UN-Habitat

Photo: Expertians



780 MILLIONS D'ÊTRES HUMAINS N'UTILISENT PAS DE POINTS D'EAU AMÉLIORÉS.

Source: Progrès en matière d'eau potable et d'assainissement. Rapport 2010 mis à jour en 2012, OMS - Unicef

CERISE SUR LE GÂTEAU :



les villes ne sont pas statiques!

Ce sont des entités très dynamiques qui, partout dans le monde, ont tendance à grossir de manière spectaculaire, en particulier dans les pays en développement. Et l'équation à résoudre est parfois très complexe: comment assurer l'accès aux services essentiels pour tous lorsque la croissance de la population urbaine est supérieure aux capacités d'investissement ?

Mettre en place ces trois services essentiels nécessite des investissements initiaux souvent coûteux, notamment pour la construction d'infrastructures et l'achat de matériel. Pour fonctionner correctement, ces services nécessitent par ailleurs une grande diversité de compétences et l'entretien régulier et la maintenance ont un coût qu'il faut financer. Pas de financement pour le fonctionnement des services essentiels = pas de services essentiels à court ou moyen terme...



Quelques préalables indispensables au développement des services essentiels

Dans les PED, l'accès aux services essentiels n'est pas une utopie - encore heureux, sinon cet abrégé n'aurait pas lieu d'être.

Pour y parvenir, plusieurs ingrédients sont néanmoins nécessaires :

1. Une volonté politique forte est indispensable. C'est au niveau politique que se décident les orientations en termes de développement urbain, et donc en termes de développement des services essentiels. Plus ces orientations sont pertinentes, pragmatiques, revendiquées et assumées, plus la mobilisation et le fléchage des financements pour les services essentiels seront importants.

2. De la volonté politique découle **le cadre réglementaire** qui fixe, notamment, les rôles

et responsabilités entre les différents acteurs. En l'absence d'un « qui fait quoi » suffisamment clair, les interlocuteurs référents sont démultipliés, les interventions perdent en cohérence et les financements ne sont pas utilisés de manière optimale.

3. Les stratégies de financement des services essentiels sont garantes de la pérennité des services. Réaliser un réseau d'eau potable ou une station d'épuration sans avoir réfléchi au préalable sur la manière dont seront financés leurs coûts de fonctionnement est un non-sens ! En procédant ainsi, on hypothèque la durée de vie de ces équipements et on prend le risque de perdre la confiance des populations vis-à-vis de l'action publique.

4. Les usagers des services essentiels ont la plupart du temps

des attentes très précises en matière d'eau, d'assainissement et de déchets solides. Souvent sous-estimée, **l'analyse de la demande** des usagers permet pourtant d'éviter de réaliser des équipements qui ne seront pas utilisés.

5. Même dans les zones d'intervention les plus démunies, il existe des services essentiels, certes assurés de manière embryonnaire, artisanale, parfois inadéquate, mais qui ont le mérite de répondre à une demande locale. Qu'il s'agisse des revendeurs d'eau dans les bidonvilles ou des charretiers qui collectent les ordures ménagères, ces acteurs locaux ont **des compétences et des savoir-faire**. Il convient donc de les associer dans les projets de développement des services essentiels.



ZOOM SUR LES TRAVAILLEURS INFORMELS, ACTEURS LOCAUX À FORTE VALEUR AJOUTÉE

Les acteurs informels sont les personnes ou les opérateurs qui proposent un service en marge du service public officiel. Ils ne sont bien souvent pas reconnus pas les autorités : pas d'autorisation d'exercer, pas d'inscription sur les registres de commerce, etc. Dans le secteur des services essentiels, les travailleurs informels pratiquent par exemple la pré-collecte des déchets, gèrent les bornes fontaines ou les toilettes publiques... Les travailleurs informels apparaissent dans les quartiers où le service n'est pas déployé, ou lorsque le service existant présente des défaillances (coupures d'eau régulières, canalisations d'assainissement obstruées, etc.).



N° 3

CONCRÈTEMENT, **ÇA SE PASSE** COMMENT

NOUS TE PROPOSONS À PRÉSENT D'ENTRER DANS LE VIF DU SUJET!

NOUS VERRONS ICI L'IMPORTANCE POUR TOUS LES ACTEURS DES SERVICES ESSENTIELS DE TRAVAILLER ENSEMBLE. PUIS NOUS DÉTAILLERONS COMMENT SONT CONCRÈTEMENT ORGANISÉS LES SERVICES ESSENTIELS D'EAU POTABLE, D'ASSAINISSEMENT ET DE GESTION DES DÉCHETS.



La collaboration entre les acteurs

Depuis 15 ans environ, de nombreux pays en développement (en particulier les pays francophones) se sont lancés dans la mise en œuvre de politiques de décentralisation. La décentralisation a pour but d'améliorer la gestion du domaine public en rapprochant l'autorité décisionnaire du niveau local et donc de la population. Pour ce faire, de nouvelles entités ont été créées : les communes, administrées par des représentants locaux élus par les habitants. Dans le domaine des services essentiels qui nous intéressent ici, la décentralisation consiste à transférer aux communes la responsabilité des services publics d'eau potable, d'assainissement et de gestion des déchets. Ainsi, dans de nombreux pays, la commune est devenue maître d'ouvrage en lieu et place de l'Etat. En première approche, les services essentiels se positionnent donc entre deux acteurs : d'une part la commune qui a la responsabilité de développer les services (pour en améliorer l'accès et atteindre les nouveaux quartiers, ce qui implique

des investissements) et de gérer ces mêmes services (ce qui implique de les faire fonctionner quotidiennement) ; d'autre part les usagers qui sont les utilisateurs quotidiens de ces services. Mais gérer et développer des services essentiels nécessite des compétences et des capacités financières qui sont rarement réunies au sein d'une même commune.

■ **Développer des services nécessite des expertises très spécifiques**, notamment sur les aspects techniques pour l'implantation et le dimensionnement des infrastructures, sur les aspects sociaux pour l'analyse de la demande et de la capacité à payer des usagers, et sur les aspects économiques pour définir les modes de recouvrement des coûts des futurs services. Toutes ces compétences sont rarement présentes au sein d'une commune qui peut s'appuyer sur des bureaux d'études, consultants, ONG ou services techniques de l'Etat.

C'EST QUOI CE JARGON ?

Le maître d'ouvrage est l'entité qui décide et ordonne la réalisation de travaux. Dans le cadre des services essentiels, en particulier dans les pays francophones, cette fonction est souvent dévolue à la commune. Celle-ci est donc responsable de l'amélioration des services, de leur bonne gestion et de la définition des tarifs que les usagers auront à payer.

L'opérateur de services est une entité, publique ou privée, à qui est confiée la gestion de service(s) essentiel(s) sur un territoire donné.



ACTEURS

RÔLES

Etat	Définition et contrôle de l'application du cadre législatif et réglementaire
Autorité publique locale	Organisation des services, détermination des tarifs, contrôle de la qualité des services
Opérateurs (publics ou privés)	Exploitation technique et financière des services
Usagers	Utilisation des services, moyennant paiement pour le recouvrement (au moins partiel) des charges d'exploitation

■ **Gérer les services essentiels regroupe de nombreux métiers.** Si certaines communes font le choix de gérer elles-mêmes leurs services publics (on parle alors de gestion en régie), d'autres confient cette gestion à des opérateurs privés (on parle alors de délégation de gestion). Ces opérateurs privés peuvent être des entreprises mais aussi des associations d'usagers. Quels que soient le mode de gestion choisi et le niveau de recours par la commune à une

expertise externe, le dialogue et la concertation entre les acteurs sont primordiaux ! Ils permettent aux usagers d'exprimer leurs attentes en matière d'amélioration de la qualité du service, à la commune de prendre en compte les desiderata de ses administrés pour actualiser sa politique de services publics, et aux prestataires mobilisés de présenter à quelles échéances et selon quelles conditions, des évolutions du service sont envisageables.



L'accès à l'eau potable

On estime qu'à l'échelle de la planète près d'1 milliard de personnes n'ont pas accès à des sources d'eau « améliorées ». D'importantes disparités existent entre les différentes régions du monde, parmi lesquelles l'Afrique subsaharienne accuse un retard préoccupant.

L'OMS ET L'UNICEF DÉFINISSENT UN ACCÈS À L'EAU RAISONNABLE À 20 LITRES D'EAU MINIMUM PAR PERSONNE ET PAR JOUR, ACCESSIBLES À MOINS D'1 KM DE L'HABITATION.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DES NATIONS UNIES
A RECONNU,
LE 28 JUILLET 2010,
LE DROIT À L'EAU ET
À L'ASSAINISSEMENT
COMME UN DROIT
HUMAIN FONDAMENTAL.

Un point d'eau est considéré comme « amélioré » lorsque la source d'eau est protégée des contaminations extérieures. L'eau est définie comme potable dans la mesure où elle ne présente pas un risque pour la santé. Afin de définir une eau potable sur des critères communs, des normes ont été établies par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), qui fixe des teneurs limites à ne pas dépasser pour un certain nombre de substances nocives et susceptibles d'être présentes dans l'eau.

On peut distinguer deux principaux niveaux de service pour l'accès à l'eau : les points d'eau autonomes et les réseaux d'eau potable.

■ Les points d'eau autonomes

Il s'agit pour l'essentiel de puits, de forages équipés de pompes manuelles et de sources aménagées. Le point commun et la limite de ces solutions techniques : elles ne permettent pas d'amener l'eau à proximité de l'ensemble des domiciles. Pour les usagers, les contraintes imposées sont alors de trois ordres : des déplacements quotidiens jusqu'au point d'eau, d'éventuelles files d'attente en cas de forte affluence, et le portage (dans de nombreux cas par les femmes et les enfants) de volumes importants d'eau à chaque déplacement.

■ Les réseaux d'eau potable

Il s'agit du niveau de service offrant le plus de souplesse en termes d'évolutions dans le temps et le plus de confort pour l'utilisateur. Il est constitué d'un système de pompage ou de captation d'eau, d'une unité de traitement pour éliminer les éléments pathogènes ou nocifs, d'un système de stockage (château d'eau) et d'un réseau de distribution (canalisations). Dans sa forme

la plus basique, le réseau d'eau potable propose des robinets publics, appelés bornes fontaines, positionnées (en théorie) à une distance maximale de 300 à 400 mètres de l'habitation la plus éloignée. Dans sa forme la plus aboutie, le réseau s'étend jusque dans les lieux d'habitation, sous la forme de branchements privés, permettant à une famille de disposer à domicile d'un robinet pour la consommation d'eau potable, pour l'hygiène (douche et lavage des mains) et pour la nourriture (cuisine).

TRAITEMENT DE L'EAU À DOMICILE

Les systèmes de distribution collectifs tels que les pompes manuelles, les bornes fontaines et les camions citernes nécessitent un stockage au domicile (jarre, jerrican, etc.). Des conditions de stockage et des manipulations inappropriées par les usagers présentent un risque fort de contamination de l'eau. Pour y remédier, des dispositifs améliorés de conservation et de traitement de l'eau à domicile existent et peuvent être proposés aux ménages.



L'assainissement liquide

L'assainissement est étroitement lié à l'accès à l'eau potable. Pourtant, comparativement à l'eau, l'assainissement est rarement prioritaire dans les stratégies d'aide au développement, même si ce constat a tendance à évoluer. Cette situation vaut à l'assainissement le titre de « parent pauvre du développement ».

■ Eaux grises et eaux noires, le côté obscur de la force

En assainissement liquide, les eaux grises correspondent aux eaux usagées produites par les activités domestiques : vaisselle, linge, lavage corporel, cuisine. Quant aux eaux noires, tu imagines certainement de quoi il s'agit, non?! Nous n'allons pas te faire un dessin mais elles désignent les matières fécales et l'urine.

■ L'accès à l'assainissement c'est bien... L'accès, l'évacuation et le traitement, c'est mieux !!

L'accès au service.

Il s'agit des toilettes (pour les eaux noires) et des douches et

lavabos (pour les eaux grises), situés dans ou à proximité du lieu d'habitation.

L'évacuation hors des quartiers.

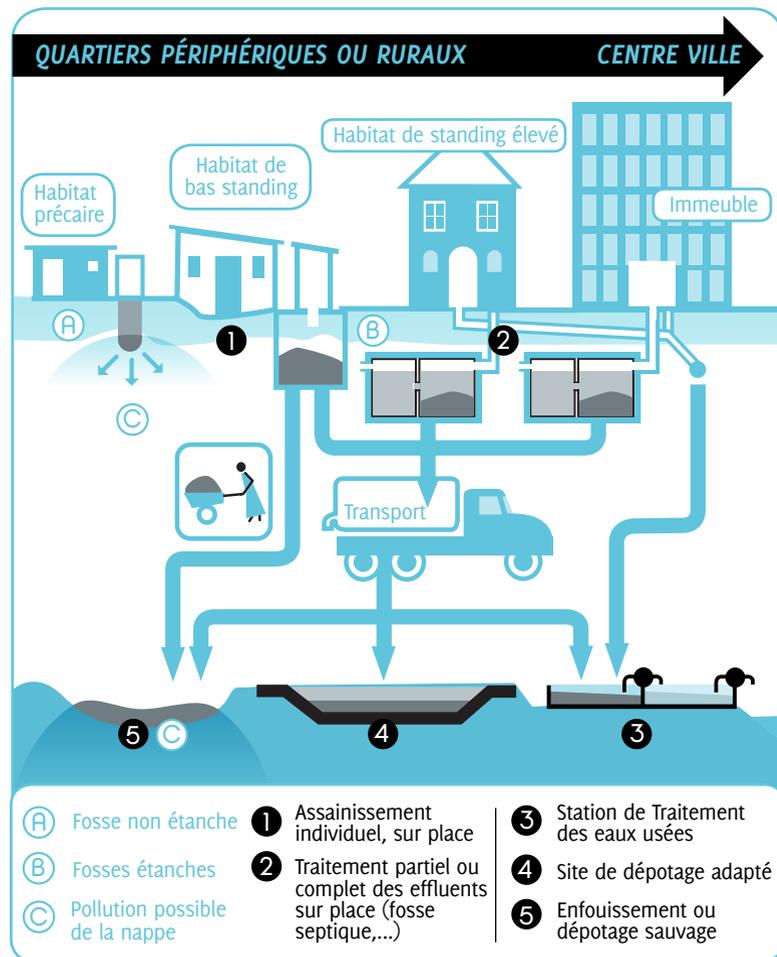
Il s'agit des canalisations en cas d'assainissement collectif (égouts) ou des camions de vidange en cas d'assainissement autonome. Dans ce second cas, les eaux usées sont stockées à domicile dans des fosses individuelles, sans aucune connexion à un réseau. Ces fosses doivent donc être régulièrement vidées de leur contenu.

Le traitement final.

Ce maillon fait référence à la station d'épuration qui recueille l'ensemble des eaux grises et eaux noires produites, pour les traiter avant de les rejeter dans le milieu naturel.

Les deux principales approches en matière de filière d'assainissement (l'assainissement collectif et l'assainissement autonome) suggèrent un choix à faire : évacuation par canalisation ou par camion. Dans la pratique, de nombreux pays en développement

Schéma: pS-Eau / Hydroconseil



témoignent d'une tendance forte pour l'assainissement autonome : les réseaux d'égouts collectifs nécessitent des coûts d'investissements et engendrent des charges d'exploitation qui sont hors de

portée de nombreuses collectivités locales. Ainsi, dans les pays d'Afrique de l'Ouest, 95 % de la population qui a accès à l'assainissement utilise un dispositif d'assainissement autonome.



La gestion des déchets solides

Dans de nombreux PED, la gestion des déchets solides est un grand défi qui se heurte souvent aux limites posées par la structuration de l'habitat et par l'organisation de l'espace (ou plutôt par le manque d'organisation de cet espace). L'accessibilité jusqu'aux habitations pour collecter les ordures ménagères est en effet souvent très réduite, parfois impossible avec les équipements classiques tels que les camions bennes. En particulier, les zones d'habitats spontanés en périphérie des villes sont souvent denses, avec des voies d'accès qui ne peuvent pas être empruntées par des véhicules motorisés.

■ De la pré-collecte...

Pour ce type de quartiers, des dispositifs de pré-collecte sont mis en place, qui utilisent des

véhicules de ramassage adaptés (charrettes, véhicules de petit gabarit, etc.). Ces équipements présentent notamment l'avantage de pouvoir emprunter des chaussées très étroites et sont aisés à manœuvrer. Ils permettent de proposer un service de ramassage des ordures jusque dans les quartiers les plus éloignés des grands axes de circulation urbaine.

DANS CERTAINES
CAPITALES
AFRICAINES,
MOINS DE 30 %
DES DÉCHETS
SONT ÉVACUÉS.

Source : pS-Eau



Photo: Myriam Launay

LA GESTION DES DÉCHETS
« C'EST UN PEU TECHNIQUE,
BEAUCOUP ÉCONOMIQUE
ET PASSIONNEMENT
SOCIOCULTUREL

Gérard Bertolini - CNRS



■ ... au traitement final

Les pré-collecteurs déversent ensuite leur contenu dans des « points de regroupement », le plus souvent de grandes bennes qui, une fois remplies, sont transportées par camions jusqu'au dernier maillon de la filière : le site de traitement. Il s'agit généralement d'un centre d'enfouissement (décharge), d'un centre de tri ou d'un centre de recyclage.

NB : Les déchets industriels et hospitaliers suivent des filières de collecte et de traitement différentes en raison des risques sanitaires et environnementaux spécifiques qui leur sont associés. Ils ne sont pas pris en compte dans cet abrégé.

"Pour aller plus loin, mets-toi "En-Jeux" pages 64 et 65"



N° 4

QUELLES SONT LES CLÉS DES SERVICES ESSENTIELS

ÇA Y EST, TE VOILÀ BRIEFÉ(E) SUR LE FONCTIONNEMENT CONCRET DES SERVICES...

DÉSOLÉ DE TE L'APPRENDRE MAIS CE N'EST PAS SUFFISANT ! IL Y A ENCORE BEAUCOUP DE CHOSES À MAÎTRISER AVANT DE POUVOIR TE METTRE AU BOULOT. VOICI QUELQUES ÉLÉMENTS CLÉS POUR, SUR LE TERRAIN, METTRE EN PLACE DES SERVICES ESSENTIELS DE QUALITÉ ET FONCTIONNANT DE MANIÈRE PÉRENNE. L'OCCASION DE CONSTATER QUE L'INGÉNIERIE DES SERVICES ESSENTIELS N'EST PAS QUE TECHNIQUE : ELLE EST ÉGALEMENT SOCIALE ET ÉCONOMIQUE



Financer les investissements et le fonctionnement

■ Financer l'investissement

Les coûts d'investissement sont généralement très élevés. Ils sont liés à la réalisation des ouvrages (réseaux, stations de traitement, etc.) et à l'acquisition d'équipements (pompes, véhicules, etc.). Ces coûts d'investissements sont le plus souvent financés par des fonds publics (communes, Etat, etc.) qui peuvent être appuyés par des emprunts et des subventions octroyés par les bailleurs de fonds (Etats des pays industrialisés mais aussi fondations privées).

■ Financer le fonctionnement

Les charges de fonctionnement sont liées à l'exploitation technique et financière d'un service. Ces charges regroupent notamment les coûts liés au personnel, à l'entretien et la maintenance, à l'achat de consommables (carburant, électricité, etc.). Dans de nombreux pays, la tendance qui prédomine est de faire payer ces coûts par les usagers du service, au moins en partie.

DANS SON RAPPORT «GLOBAL DEVELOPMENT FINANCE 2004», LA BANQUE MONDIALE ESTIME QUE LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT AURONT BESOIN DE **49 MILLIARDS DE DOLLARS PAR AN JUSQU'EN 2015**, POUR INVESTIR DANS LE SECTEUR DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT.

Néanmoins, il peut être difficile pour certaines populations défavorisées de payer ce type de charges. Afin de ne pas exclure des services les populations les plus démunies, il existe des mécanismes de tarification sociale: les plus aisés sont facturés sur la base de tarifs majorés afin de soutenir les plus démunis qui bénéficient d'un tarif subventionné.

■ Sans oublier !!!

Ils sont fondamentaux ! Ne pas perdre de vue le financement des études et prestations de service ainsi que le financement du renouvellement :

Les études et prestations de service: il s'agit de toutes les dépenses non physiques (et donc non visibles directement) mais indispensables au développement du secteur. On peut citer à titre d'exemples les études de faisabilité technique et économique pour la réalisation d'ouvrages, la coordination et le suivi des travaux, les études d'évaluation et de contrôle, etc.

TARIF SOCIAL



A Porto Alegre, au Brésil, la tarification

de l'eau est progressive. Les usagers les plus démunis bénéficient d'une

RÉDUCTION DE 60 %

s'ils consomment moins de 10 m³/mois.

Source: Coalition Eau, Le prix abordable de l'eau

Le renouvellement des ouvrages et des équipements : les charges de renouvellement, ou amortissements, permettent d'anticiper le remplacement des ouvrages et équipements qui ont tous une durée de vie limitée. Le recouvrement des charges de renouvellement est un élément clé de la pérennité des services. Les coûts de renouvellement sont souvent associés aux coûts de fonctionnement et sont financés (au moins en partie) par les usagers.

B

Renforcer les compétences

Etre autonome localement pour faire fonctionner les équipements d'un service est un principe de bon sens... Des compétences locales (techniques, financières économiques, etc.) sont donc indispensables, mais elles ne sont malheureusement pas toujours toutes disponibles.

Néanmoins, il existe toujours des compétences locales qui ne demandent qu'à être valorisées, exploitées et approfondies. Pour se faire: le renforcement des compétences! Il peut être conduit de différentes manières, souvent complémentaires: formations adaptées aux différents publics et à leurs besoins, voyages d'études, appui de conseillers techniques, etc.

« IL EST HORS DE QUESTION DE FAIRE DU TRANSFERT DE MODELES IL FAUT SAVOIR COMPRENDRE. IL FAUT SAVOIR S'ADAPTER ET APPORTER LE MIEUX QUE L'ON PEUT DANS UNE LOGIQUE PARTENARIALE. ET NON EN DONNANT DES LECONS. »

Laurent Rosso, Directeur adjoint d'AgroParisTech



Photo: réseau Projection



RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES :

PROCESSUS PAR LESQUELS LES INDIVIDUS, LES ORGANISATIONS ET LA COLLECTIVITÉ DANS SON ENSEMBLE **LIBÈRENT, CRÉENT, RENFORCENT, ADAPTENT ET PRÉSERVENT** LES APTITUDES NÉCESSAIRES À LA DÉFINITION, LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DES PROGRAMMES D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT.

« LES MÉDIAS DONNENT DE L'AFRIQUE UNE IMAGE DÉFORMÉE. J'ENTENDS ENCORE DES RÉACTIONS AHURISSANTES LORSQUE JE DIS QU'IL Y A DES COMPÉTENCES AU SUD. »

Paul Ginies, Directeur Général de l'Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2IE)

Photo: 2IE



Pour de nombreux bailleurs, le renforcement des compétences est devenu un critère déterminant pour l'octroi de financements. Ce renforcement peut viser les individus ou les organisations.

Dans certains cas, une assistance technique est mise en place au service d'une administration, d'une entreprise privée, d'une association professionnelle, etc. Cette assistance peut prendre la forme d'une mise à disposition de personnel étranger. Le but dans ce cas ne doit pas être de se substituer aux acteurs locaux, mais de travailler en coopération avec eux pour un transfert de compétences.

IDÉE REÇUE SUR L'APPUI TECHNIQUE :

Dans le développement, dès qu'il s'agit d'expertise ou d'appui technique, l'image d'Epinal associée est celle de l'ingénieur du Nord au chevet du technicien du Sud. Or, cet appui technique peut aussi s'opérer dans le cadre d'une formation locale ou d'une coopération Sud/Sud, parfois plus pertinente car les contextes d'intervention respectifs des partenaires sont similaires.



Informier et sensibiliser les usagers

L'appropriation d'un service essentiel par les usagers - les bénéficiaires, qui utilisent le service - est bien évidemment... essentielle. Mais pour que cette appropriation ait bien lieu, une démarche d'information et de sensibilisation est souvent nécessaire.

Bénéficier d'un raccordement au réseau d'eau potable, disposer d'une latrine flambant neuve ou d'une poubelle pour le ramassage des ordures ménagères... L'arrivée de ces services au sein de ménages qui n'ont pas l'expérience quotidienne de ces types d'équipements représente souvent une grande nouveauté qui nécessite un minimum d'explications sur ce que cela implique !

Tout d'abord un service essentiel, même s'il est public, est rarement gratuit. Or, dans les quartiers périphériques des grandes villes qui accueillent les derniers venus de l'exode rural, nombreux sont les ménages qui n'ont pas l'habitude de payer pour les services de base: au village, l'eau du puits a toujours été gratuite et à disposition de toute la communauté ; les eaux usées évacuées derrière la maison s'infiltrent dans le sol et ne laissent aucune trace ; quant aux déchets solides: leur production est si faible qu'ils sont quasi-invisibles. Des pratiques éventuellement tolérables en milieu rural, mais qui deviennent rapidement très problématiques dans les contextes urbains ou la densité de population et de l'habitat est très élevée !

Une seule solution : expliquer aux usagers l'importance de ces services et la nécessité de leur soutien financier pour les faire fonctionner.

Ensuite, pour qu'un service essentiel remplisse son objectif d'amélioration des conditions sanitaires, un minimum de collaboration de la part des usagers est requis. En effet, certaines pratiques d'hygiène sont indispensables et indissociables des services d'eau et d'assainissement, comme par exemple le lavage des mains régulier avec du savon (un puissant antiseptique!).

Convaincre les nouveaux usagers d'un service d'adopter des pratiques adaptées nécessite du temps et des méthodes éprouvées. Ces dernières sont nombreuses et souvent complémentaires, l'idée étant d'identifier quelles sont les motivations qui peuvent conduire à l'adoption de nouveaux comportements. Et ces motivations ne sont pas les mêmes pour tout le monde ! Une mère de

Parmi les arguments utilisés auprès des ménages pour les convaincre de l'utilité des services, les messages à caractère moral ou économique sont parfois plus efficaces que les discours hygiénistes. Dans un contexte de forte urbanisation, la proximité est importante et la présence des voisins peut par exemple inciter les ménages à investir dans un service pour éviter les commérages et les disputes de voisinage mais aussi pour témoigner d'un confort domestique, signe de réussite sociale.

famille, un écolier, une personne âgée... Chacune de ces personnes, parce qu'elle a des intérêts très personnels pour changer ses habitudes, sera sensible à un argumentaire spécifique. Une affaire relativement complexe, en lien direct avec les sciences sociales et comportementales.

N° 5

EFFETS DE MODE OU DÉBATS? **HALTE AUX IDÉES REÇUES**

MAINTENANT QUE TU MAÎTRISES LES SERVICES ESSENTIELS, LEUR ORGANISATION ET LES CLÉS DE LEUR BON FONCTIONNEMENT, NOUS T'INVITONS À PRENDRE UN PEU DE RECUL EN ABORDANT QUELQUES SUJETS QUI FONT DÉBAT.

DE L'UTILITÉ DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT À LA COOPÉRATION SUD-SUD EN PASSANT PAR LE BIEN-FONDÉ DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ, VOICI DE LA MATIÈRE POUR TA RÉFLEXION PERSONNELLE!

MAIS N'ATTENDS PAS DE NOUS DE POSITIONS TRANCHÉES! À TOI DE FAIRE TON CHEMIN ET DE CONSTRUIRE TES PROPRES OPINIONS...





De l'utilité de l'aide au développement

Les actions de l'aide internationale au développement sont-elles bénéfiques pour les pays bénéficiaires? Grande question... Force est de constater que le fait de vouloir apporter sa pierre à l'édifice de la solidarité ne suffit malheureusement pas. De nombreux projets échouent et certains génèrent parfois des effets pervers et non désirés. Certaines personnalités, notamment

du Sud, s'opposent à l'aide au développement, comme par exemple Dambisa Moyo, une économiste zambienne qui prône l'abandon de l'aide au développement au profit des mécanismes de développement impulsés par l'économie de marché¹. Même si ces voix sont relativement marginales, la critique cible principalement la dépendance générée par l'aide internationale.

¹Moyo Dambisa, « Dead Aid: Why Aid Is Not Working and How There Is a Better Way for Africa », Farrar Straus Giroux, mars 2009



Latrines effondrées dans leur fosse, Burkina Faso

Photo: Béatrice Tourlonniàs



Photo: réseau Projection



Augmenter l'accès ou renforcer les services publics ?

Les taux insuffisants d'accès aux services essentiels dans les pays en développement justifient de nombreux projets de construction et de réhabilitation d'infrastructures, parfois au détriment des enjeux de durabilité des services... Par exemple, dans le secteur de l'eau, la nécessité de construire de nouveaux ouvrages peut affaiblir l'enjeu fondamental de gestion des ouvrages. La culture du projet l'emporte alors sur la culture du service durable de l'eau. On porte plus d'attention

à la qualité du béton coulé et à la qualité des pompes qu'aux capacités des acteurs locaux à gérer ces équipements et fournir un service public de qualité dans la durée. Nombreux sont les acteurs, au Nord comme au Sud, qui se concentrent sur les investissements, et relèguent au second plan, voire occultent, les enjeux de gestion du service de l'eau. Certaines approches doivent donc évoluer et s'orienter résolument vers un objectif de gestion pérenne des services.



La « privatisation » des services : de quoi s'agit-il ?

La privatisation des services est un sujet qui cristallise les tensions et déchaîne les passions. En particulier, dans le domaine de l'eau, la gestion par des entreprises privées est souvent dénoncée comme une forme inacceptable de marchandisation des ressources naturelles, en vue de générer des profits.

Ce débat, qui fait également rage en France, a tendance à mélanger deux sujets : paiement pour le service d'eau potable et gestion du service par une entreprise privée. Il convient tout d'abord de garder à l'esprit que, quel que soit le mode de gestion (public ou privé), l'eau est généralement payante pour les usagers. Ensuite, la gestion du service de l'eau par une entreprise privée est encadrée par une autorité publique. Le maître d'ouvrage (le plus souvent la commune) reste responsable du service : c'est lui qui décide de déléguer la gestion à une entreprise privée, et c'est à lui que revient la décision finale du

QU'EST CE QU'UN PPP ?

Dans sa définition la plus large, le terme de Partenariat Public-Privé (PPP) couvre toutes les formes d'associations du secteur public et du secteur privé destinées à mettre en œuvre tout ou partie d'un service public. Ces relations s'inscrivent dans le cadre de contrats de long terme : elles se distinguent en cela des privatisations et de la sous-traitance. Les investissements (infrastructures, matériel, immeuble) nécessaires à la fourniture du service sont financés pour tout ou partie par le prestataire privé. Le paiement, assuré par les usagers ou par une collectivité publique, permet de couvrir l'amortissement de ces investissements et leur exploitation.

Source : Les partenariats public-privé, F. Marty, A. Voisin, S. Trosa, 2006

prix de vente de l'eau. Ce type de collaboration entre autorité publique et secteur privé est désigné depuis quelques années par le terme de Partenariat Public-Privé.

Le Partenariat Public-Privé est régulièrement adopté dans le secteur des services essentiels. Il est souvent présenté comme une solution pertinente, en particulier lorsque sont nécessaires des compétences techniques non disponibles au sein de la structure publique, ou lorsque des interférences politiques dans la gestion du service ne permettent pas d'assurer une gestion efficace (en d'autres termes, lorsqu'il y a des problèmes de transparence).

Néanmoins, pour qu'un PPP soit performant, les droits et devoirs de chacune des parties doivent être précisés de manière claire et lisible par tous, et le plus tôt possible : de nombreux échecs de PPP sont liés à une mauvaise construction en amont des contrats.

DEPUIS 2001, LA PLUPART DES NOUVEAUX CONTRATS DE PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU SECTEUR DE L'EAU ONT ÉTÉ ATTRIBUÉS À DES OPÉRATEURS PRIVÉS

ORIGINAIRES DE PAYS EN DÉVELOPPEMENT.

Source : Services d'eau et secteur privé dans les pays en développement - Perceptions croisées et dynamique des réflexions, AFD, 2011



OMD: est-ce bien sérieux?

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) sont au nombre de huit et ont été adoptés par les Nations Unies en 2000 pour lutter contre la pauvreté et contribuer au développement. L'eau et l'assainissement ont été définis comme des priorités lors de la réflexion mondiale sur les OMD. Ils ont également été reconnus en août 2010 comme un droit humain par les Nations Unies.

Au rythme actuel, à l'échelle de la planète, il est prévu d'atteindre l'OMD pour l'eau en 2016 et celui pour l'assainissement en 2022 (rapport sur le développement humain, PNUD, 2006). Ces chiffres

cachent des disparités importantes selon les régions du monde: en Afrique subsaharienne (toujours en se basant sur le rythme actuel des investissements), c'est en 2040 que l'OMD pour l'eau sera atteint et en 2076 pour l'assainissement!!!

Face au constat d'échec annoncé pour certaines régions du monde, deux visions s'opposent : certains pensent que les objectifs ont été fixés à minima sans se donner les moyens de les atteindre, et d'autres considèrent que les objectifs fixés l'ont été de manière réaliste pour assurer leur réalisation dans les délais impartis.

EAU ET ASSAINISSEMENT, OMD N° 7

L'OBJECTIF QUI NOUS CONCERNE EST LA CIBLE 7.C : RÉDUIRE DE MOITIÉ, D'ICI À 2015, LE POURCENTAGE DE LA POPULATION QUI N'A PAS ACCÈS À UN APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE NI À DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT DE BASE.



Photo: Voyageurs de l'eau - <http://aventure.blogs liberation.fr>



LE POINT DE VUE DU SENIOR

« L'absence de volonté politique et de consensus international, ainsi qu'un éventail croissant de pressions financières et politiques nationales, constituent des obstacles redoutables. Je crains que ces obstacles transforment le sommet sur les OMD en un exercice futile ponctué de grands discours et de promesses soigneusement formulées, mais suivis de peu d'actions significatives. Plusieurs donateurs ont déjà revu leurs engagements ou relâché leur efforts invoquant une gamme de raisons allant des doutes sur l'efficacité de l'aide au besoin d'un accord global providentiel. »

Kofi Annan, Secrétaire Général des Nations Unies de 1997 à 2006

LE POINT DE VUE DU JEUNE PROFESSIONNEL



« Je pense qu'il y a des efforts importants qui ont été faits et que c'est fantastique que la communauté internationale ait défini ces objectifs en 2000. Certains ne seront pas encore atteints d'ici 2015 mais ça a créé un mouvement très positif. »

Léo Giordano, Secrétariat International du 6ème Forum Mondial de l'Eau



SCOOP :

LA GESTION DES DÉCHETS SOLIDES N'EST PAS UN OMD !

« NOMBRE D'EXPERTS EN DÉVELOPPEMENT INDIQUENT QUE LA MAUVAISE GESTION DES ORDURES ET DES DÉCHETS RISQUE D'ENTRAVER LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT (OMD).

Source: Conseil Economique et social de l'ONU





La coopération Sud-Sud : est-ce opérationnel ?

Un des écueils de la coopération Nord-Sud souvent pointé du doigt, est de transposer des solutions qui sont adaptées pour le Nord, mais pas pour le Sud. Face au constat que les pays du Sud sont souvent confrontés à des problématiques et des difficultés similaires, diverses formes de coopérations Sud-Sud se sont développées. Elles se traduisent par des échanges de connaissances, de compétences, de ressources, de savoir-faire techniques, de technologies, etc. Elles permettent à un pays en développement de profiter de l'expérience et des compétences spécialisées déjà acquises par un autre pays en développement. Détail non négligeable, les coûts liés à cette expertise sont moindres que ceux d'une coopération Nord-Sud et impactent donc positivement les budgets.

COOPÉRATION SUD-SUD ENTRE LE BURKINA FASO ET LE TOGO

La Mairie de Kara au Togo a démarré en 2007 avec l'appui technique et financier du SIAAP (Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne), des travaux d'assainissement dans le quartier Ewaou et au niveau du marché central. Suite aux travaux réalisés, une convention de partenariat a été signée en 2010 entre la Mairie et l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA) du Burkina Faso. La collaboration vise la réalisation par l'ONEA d'un programme d'appui et de formation au profit du personnel de la Commune de Kara afin de renforcer les capacités de l'équipe communale sur les questions d'eau et d'assainissement.

Source : Union des communes du Togo



« A L'OCCASION DE CETTE JOURNÉE DES NATIONS UNIES POUR LA COOPÉRATION SUD-SUD, PRENONS LA RÉSOLUTION D'ÉTENDRE CES RÉSEAUX DE SOLIDARITÉ, SACHANT QUE NOUS NOUS RAPPROCHONS DE 2015, L'ÉCHEANCE FIXÉE POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT, ET QUE NOUS DEVRONS CONTINUER À TRAVAILLER BIEN AU-DELÀ À L'ÉDIFICATION D'UN MONDE QUI SOIT PLUS SÛR, PLUS PROSPÈRE ET PLUS ÉQUITABLE POUR TOUS LES HUMAINS. »

M. Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, 19 décembre 2010

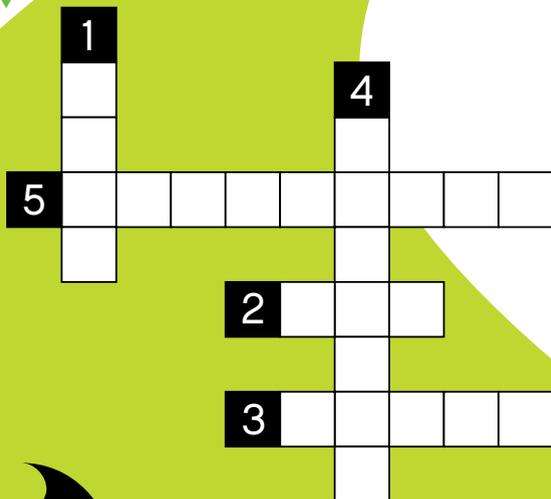
La coopération triangulaire de type Nord-Sud-Sud apparaît comme un compromis intéressant. Un troisième partenaire, du Nord, intervient : tout en apportant financements et appuis techniques, il assure l'animation et la liaison entre les différentes parties, pour favoriser le transfert de compétences Sud-Sud.

N° 6

UNE AUTRE
APPROCHE

DES SERVICES ESSENTIELS EN-JEU

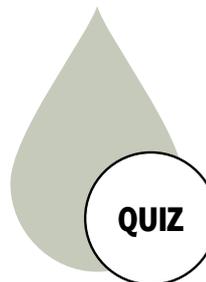
QUIZ, MOTS FLÉCHÉS...
À TOI DE JOUER !



M'eaux Croisés

- 1 Vrai / Faux: 780 millions de personnes n'ont pas accès à des sources d'eau « améliorées ».
- 2 Quelle quantité d'eau par jour consomme en moyenne un habitant de l'Afrique-subsaharienne ?
- 3 Selon l'OMS, quelle est la quantité d'eau minimale par jour (en litres) nécessaire à un être humain ?
- 4 Quel pays a déposé un projet de résolution auprès des Nations Unies pour faire reconnaître l'accès à l'eau comme un droit humain ?
- 5 Comment l'OMS et l'Unicef qualifient-ils les points d'eau suivants: branchement domestique à un réseau d'adduction d'eau, robinet public ou borne fontaine, puits tubulaire ou forage, puits protégé, source protégée, collecte des eaux de pluie ?

Voir réponses: page 70



Eau, rage et des espoirs

CITEZ UN MOYEN PERMETTANT DE TRANSFORMER UN PUIS NON PROTÉGÉ EN « SOURCE D'EAU AMÉLIORÉE ».

1

CITEZ TROIS CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCÈS À L'EAU, TELLES QUE DÉFINIES PAR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES DANS LE CADRE DU DROIT À L'EAU.

2

QUAND L'ACCÈS À L'EAU A-T-IL ÉTÉ RECONNU COMME UN DROIT HUMAIN PAR LES NATIONS UNIES ?

3

QUELLES SONT LES LIMITES DE L'OBJECTIF DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT (OMD) POUR L'EAU POTABLE ?

4

QUELLES SONT LES LIMITES DE L'OMD POUR L'ASSAINISSEMENT ?

5

* Les mots croisés et ce quiz ont été réalisés avec l'aide de Gérard Payen, membre du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement auprès du Secrétaire Général de l'ONU (UNSGAB) et Président d'AquaJed.

Voir réponses: page 71



Questions pour un détrit

QUI SUIS-JE ?

JE SUIS JETÉ 137 000 FOIS PAR SECONDE SOIT 4 300 MILLIARDS DE FOIS CHAQUE ANNÉE DANS LES RUES DU MONDE.

Le mégot de cigarette. En moyenne, il faut douze ans pour qu'il se dégrade complètement.

VRAI OU FAUX :

LA PLUS GRANDE DÉCHARGE DU MONDE SE TROUVE À DANDORA AU KENYA.

Faux. La plus grande décharge du monde est aux Etats-Unis à Fresh kills. Sur mille deux cents hectares, soit mille sept cent terrains de football, elle reçoit treize mille tonnes de déchets chaque jour. Émettant deux mille sept cent tonnes de méthane par jour.

QUIZ :

COMBIEN DE TEMPS MET UNE CARTE TÉLÉPHONIQUE POUR SE DÉSAGRÉGER ?

- 10 ans
- 100 ans
- 1000 ans

Mille ans!

À QUOI...

SONT UTILISÉS LES 120 MILLIONS DE KILOS DE DÉCHETS ORGANIQUES ANNUELS D'ALEXANDRIE ?

Ils sont retraités en compost qui sert ainsi à fertiliser les terres aux abords du désert.

QUI SUIS-JE ?

JE PRODUIS ENVIRON 10 MILLIARDS DE KILOS DE DÉCHETS PAR JOUR, SOIT PRÈS DE 4 000 MILLIARDS DE KILOS PAR AN...

L'activité humaine.

VRAI OU FAUX :

ENVIRON 70 % DES 40 MILLIONS DE TONNES DE DÉCHETS D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRONIQUES ET ÉLECTRIQUES (DEEE) DU MONDE SONT ENVOYÉS EN CHINE.

Vrai. Information d'un rapport de Greenpeace.

VRAI OU FAUX :

SEULS 13 % DES DÉCHETS MONDIAUX SONT RECYCLÉS.

Vrai.

Qui veut gagner des millions de latrines ?

Ce jeu a été réalisé pendant le Forum DEFIS SUD par Denis Desille (pS-Eau) et Julien Gabert (GRET)

1. CLASSEZ CES LATRINES PAR ORDRE CROISSANT (DE PRIX !)

- a) Double fosse ventilée
- b) Ventilated Improved Pit (VIP)
- c) Fosse septique
- d) Dalle sanplat

2. L'ÉCOSAN, C'EST :

- a) Bien
- b) Bof
- c) Nul
- d) Très nul
- e) C'est quoi ?

3. COMBIEN COÛTE UNE VIDANGE DE FOSSE À NIAMEY (NIGER) ?

- a) 5 euros
- b) 20 euros
- c) 50 euros
- d) 150 euros

4. LE RÉSEAU D'ÉGOUT COLLECTIF :

- a) Ça coûte cher !
- b) Ça ne se voit pas.
- c) C'est souvent bouché.
- d) Ça coûte cher !

5. UN RÉACTEUR UASB, C'EST QUOI ?

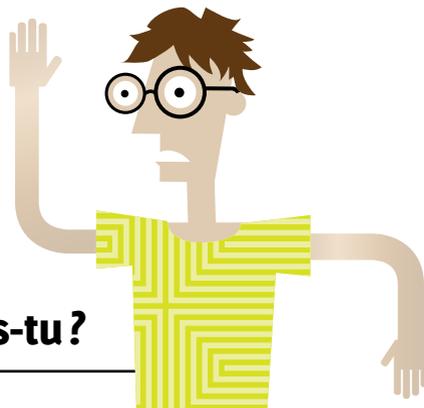
- a) United Airlines of Southern Brasil ?
- b) Upflow Anaerobic Sludge Blanket ?
- c) Utile Aussi au Sud du Burkina ?

	A	B	C	D	E	F	G	H
1	D	S	V	F	O	S	S	I
2	R	N	A	S	O	C	E	V
3	A	T	C	N	A	S	I	P
4	S	S	U	W	P	D	S	L
5	I	A	T	O	A	L	A	E
6	U	N	U	N	G	T	A	L
7	P	I	G	R	R	E	E	T
8	P	E	N	I	R	T	A	L

Mots Mêlés de l'assainissement

Trouvez les six mots des solutions techniques de l'assainissement : bonne chance !

SANPLAT ECOSAN
 VACUTUG FOSSE
 PUISARD LATRINE



Quel jeune Pro es-tu ?

Caricaturons les Jeunes Professionnels. A toi de voir, en forçant un peu le trait, quel genre de JP tu es !

1. LES INSTITUTIONS TELLES QUE UN-WATER, WSSCC, BANQUE MONDIALE... :

- * Te font rêver
- ◆ Euh... c'est quoi ?
- ▼ Te laissent de marbre

2. TU VEUX VIVRE EN TANT QU'« EXPAT » :

- ▼ Non merci, sans façon
- * Quelques expériences de terrain
- ◆ Pour toute la vie

3. TON FUTUR MÉTIER SE FERA :

- ◆ Sur le terrain, là où il y aura besoin de ton aide
- ▼ En métropole, car j'y suis plus légitime
- * Dans les services essentiels, au Sud ou au Nord !

4. CÔTÉ PRESSE ÉCRITE, TU AIMES LIRE :

- ◆ La presse du pays dans lequel tu vis
- ▼ Les journaux français
- * La presse spécialisée en services essentiels

5. TES AMIS :

- ▼ Sont les mêmes depuis toujours
- ◆ Tu t'en es fait tout au long de ta vie, venant d'horizons différents
- * Tu les as rencontrés dans ton travail, vous avez les mêmes centres d'intérêts

6. LORSQUE TU AS APPRIS QUE LE DROIT À L'EAU A ÉTÉ DÉCLARÉ DROIT FONDAMENTAL PAR LES NATIONS UNIES :

- * Tu as sauté de joie
- ◆ Tu t'es dit que ce n'est pas ça qui fera changer les choses
- ▼ Oui, effectivement, tu as bien dû lire ça dans une note

7. TU NE PEUX PAS COMMENCER UNE JOURNÉE SANS :

- ◆ Un bon lassi ou un maté
- ▼ Un bon petit déjeuner à la française
- * Construire une latrine

8. ON TE PROPOSE D'ACCOMPAGNER UNE ÉQUIPE SUR LE TERRAIN :

- ▼ Tu es anxieux(se), tu ne l'as jamais fait
- ◆ Tu es impatient(e) de voir du pays
- * Tu espères apprendre de nouvelles techniques

9. À LA FIN DE TA JOURNÉE :

- ▼ Tu as juste envie d'aller te coucher et de regarder un bon film
- ◆ Tu as envie de sortir pour rencontrer de nouvelles personnes
- * Tu lis *L'Essentiel*, la newsletter du réseau Projection

10. TA PRINCIPALE QUALITÉ EST :

- ◆ Ton dévouement
- ▼ Ton sens de l'organisation
- * Ta détermination

11. QUAND TU ÉTAIS PETIT(E) TU VOULAIS :

- ◆ Être Indiana Jones
- ▼ Diriger le monde
- * Devenir éboueur

12. TON FILM PRÉFÉRÉ EST :

- ◆ « The Constant Gardener » de Fernando Meirelles
- ▼ « Amours chiennes » d'Alejandro Gonzalez Iñaritu
- * « L'argent de l'eau », un documentaire de Christian Lallier

13. SI TU DEVAIS ÊTRE UNE PERSONNALITÉ TU SERAIS :

- ▼ Jello Biafra¹
- * Loïc Fauchon²
- ◆ Wangari Muta Maathai³

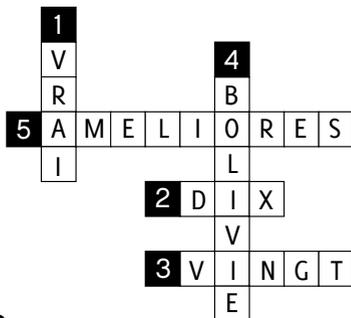
14. QUELLE CITATION TE CORRESPOND LE MIEUX ?

- ◆ « Certains pensent qu'ils font un voyage, en fait, c'est le voyage qui vous fait ou vous défait » Nicolas Bouvier
- ▼ « Aventure est juste un nom romantique pour problème » Louis Lamour
- * « Proposer, inventer ensemble des solutions pour que l'accès à l'eau et à un environnement sain devienne une réalité pour tous ! » Célia de Lavergne

15. IL N'Y A PLUS D'ÉLECTRICITÉ CHEZ TOI :

- ▼ Tu paniques
- ◆ C'est normal ce sont les coupures régulières
- * Tu vas te coucher, tu as du travail demain

1. chanteur, politicien et militant écologiste américain / 2. PDG de la Société des Eaux de Marseille et Président du Conseil Mondial de l'Eau / 3. première femme africaine à recevoir en 2004 le prix Nobel de la paix pour « sa contribution en faveur du développement durable, de la démocratie et de la paix »



M'EAUX CROISÉS

1. Dans le rapport 2010 « Progrès en matière d'eau potable et d'assainissement » mis à jour en 2012, l'OMS et l'Unicef estiment que 780 millions de personnes n'ont pas d'accès à des sources d'eau « améliorées » dans le monde. Pratiquement toutes ces personnes vivent dans des pays en développement.

2. En Afrique subsaharienne, les habitants consomment en moyenne uniquement 10 litres d'eau par jour. En France, environ 150 litres d'eau sont consommés par personne et par jour.

3. Les standards recommandés (notamment par l'OMS) sont de 20 litres par personne et par jour pour couvrir l'ensemble des besoins : boisson, hygiène, cuisine, etc.

4. Ce projet de résolution a été adopté par 122 voix et 41 abstentions. Il inclut également l'accès à l'assainissement.

5. Ces différents points d'eaux sont qualifiés par le JMP (Joint Monitoring Programme) comme étant « améliorés », par opposition aux autres points d'eau, dits « non améliorés ». Cette double catégorie est utilisée pour analyser les taux d'accès des différents pays, dont les définitions des points d'eau peuvent varier considérablement.

EAU, RAGE ET DES ESPOIRS

❶ Pour faire d'un puits une source d'eau améliorée on peut le recouvrir ou l'équiper d'une pompe à motricité humaine (la finalité étant de protéger la source d'eau des contaminations extérieures).

❷ Selon la définition entérinée par le Conseil ONU des Droits de l'Homme, le droit à l'eau implique une eau salubre, de qualité acceptable, disponible en quantité suffisante et de façon constante, et accessible physiquement, économiquement (à un coût abordable) et sans discrimination.

❸ L'Assemblée Générale des Nations Unies a reconnu l'accès à l'eau potable et l'assainissement comme un droit humain en juillet 2010.

❹ L'Objectif du Millénaire pour l'eau vise à réduire de moitié, d'ici 2015, la population qui n'a pas accès à l'eau potable. Avec l'indicateur utilisé (nombre de personnes ayant accès à des points d'eau « améliorés »), l'objectif aurait été atteint en 2010.

Malheureusement, si l'indicateur utilisé rend compte des moyens matériels d'approvisionnement en eau, il ne permet pas de connaître la qualité effective de l'eau fournie. Et il n'existe pas aujourd'hui de statistiques mondiales sur la qualité de l'eau utilisée par les différentes populations. Il y a probablement des milliards de personnes qui utilisent de l'eau insalubre... L'OMS et l'UNICEF travaillent aujourd'hui à la mise en place d'un mécanisme statistique permettant d'y voir plus clair (!!!) sur la potabilité de l'eau.

❺ L'OMD pour l'assainissement se limite à améliorer l'accès des populations à des ouvrages sanitaires (toilettes). En pratique, l'indicateur utilisé est celui de l'accès à des toilettes hygiéniques. Ce sont donc les progrès liés aux toilettes que l'on vise et que l'on mesure. Bien qu'utile, cet OMD n'en reste pas moins partiel : il n'existe à ce jour aucun objectif mondial pour le traitement des eaux usées.

QUI VEUT GAGNER DES MILLIONS DE LATRINES?

AVEZ-VOUS GAGNÉ DES MILLIONS DE LATRINES ?

1. Voici, classés du moins cher au plus onéreux, quatre équipements sanitaires pour les ménages :

1. *d) Dalle Sanplat* : simple dalle percée d'un trou de défécation, elle est posée sur une fosse creusée dans le sol.

2. *b) Ventilated Improved Pit (VIP)* : toilette avec une fosse équipée d'un tuyau de ventilation qui permet d'assécher les boues fécales plus rapidement, de limiter les odeurs et les mouches.

3. *a) Double Fosse ventilée* : deux fosses construites côte à côte sont utilisées alternativement. Lorsque la première est pleine, on bouche temporairement le trou de défécation et on utilise la seconde. Lorsque la seconde est pleine (au bout d'un an et demi à trois ans environ), on vide la première (dont les boues sont extra-sèches et sans danger pour la santé) et on recommence à l'utiliser.

4. *c) Fosse septique* : fosse à deux compartiments permettant le traitement des boues. Ce système amélioré nécessite une certaine consommation d'eau.

Le prix croissant de ces quatre options techniques va de pair avec une solidité, une efficacité (odeur, traitement) et un confort accru de l'installation.

2. Réponse A: Bien (ou pas)

L'Ecosan (Ecological sanitation) vise à mettre en place des toilettes à déviation d'urine qui la séparent des fèces. Récupérées et traitées séparément, urines et fèces peuvent ensuite servir rapidement en agriculture pour améliorer les rendements des cultures. Cette approche présente donc des avantages indéniables (génération de revenus par l'utilisation des excréments) mais présente également certains inconvénients (technologie souvent chère et contraignante à l'utilisation).

3. Une vidange de fosse à Niamey coûte

13 000 Francs CFA soit 20 euros

Une vidange de fosse coûte rapidement cher. A cause de la location d'un camion vidangeur et d'une vidange manuelle complémentaire pour la phase solide, la vidange d'une fosse représente un coût de fonctionnement important pour les ménages. Par ailleurs, en-dehors de la capitale, il n'existe pas ou peu d'offre de vidange dans de nombreuses villes secondaires. Il faut alors proposer des solutions technologiques adaptées à moindre coût (charrette-citerne avec motopompe par exemple), pour pouvoir répondre à la demande locale.

4. Réponses: A, B, C, D

Le réseau d'égout collectif est la « top » solution d'évacuation des eaux usées et excréments : la plus confortable, la plus appréciée, la plus valorisée, la plus propre. C'est effectivement une technologie « invisible » (car enterrée) qui permet d'évacuer en permanence les eaux usées et excréments loin des habitations (ce qui réduit les risques sanitaires) et de les transporter jusqu'à une station de traitement. Néanmoins, cette technologie (très prisée par certains techniciens et élus dans les pays en développement) n'est pas toujours, voire rarement, adaptée au terrain des pays en développement. Elle est effectivement très chère à l'investissement, demande des compétences techniques (et des fonds) pour son entretien (curage, réparation, etc.) et n'est particulièrement pas adaptée à de faibles densités de population.

5. Réponse: B

Le réacteur UASB (Upflow Anaerobic Sludge Blanket) est un exemple de technologie adaptée pour le traitement des eaux usées et excréments dans les pays en développement. Il a un coût d'investissement abordable et demande peu d'entretien. Son utilisation nécessite néanmoins des compétences techniques spécifiques.

MOTS MÊLÉS DE L'ASSAINISSEMENT

1. **SanPlat** (abréviation de Sanitary Platform).
Il s'agit d'une dalle d'1 m² environ (souvent en béton) muni d'un trou pour la défécation. Elle est placée sur une fosse de latrine et est facile à nettoyer.
2. Le **Vacutug** est un véhicule motorisé de petit gabarit, équipé d'une pompe pour la vidange des fosses, qui peut circuler dans les ruelles étroites des quartiers à forte densité.
3. Un **puisard** est une technologie simple et peu chère permettant de recueillir les eaux grises (eaux de douches, de lessive et de vaisselle) et de les infiltrer dans le sol. Constitué d'un simple trou rempli de cailloux et graviers d'infiltration, le puisard évite ainsi les écoulements d'eaux grises dans les cours et dans les rues.
4. **EcoSan** (Ecological Sanitation) est un système d'assainissement qui permet de valoriser urine et fèces comme fertilisants pour l'agriculture.
5. **Fosse**: quelle soit septique, double ou ventilée (cf. Qui veut gagner des millions de latrines?), la fosse permet a minima le stockage des excréta dans un espace confiné. Une fois remplie la fosse doit être vidangée pour évacuer les boues vers un site de traitement.
6. Une **latrine** est une toilette basique constituée d'un trou pour le recueil des excréta, recouvert d'une dalle pour la zone d'aisance. Autour de ce principe de base, de nombreuses variantes ont été développées : latrine à fosse ventilée, latrine à chasse d'eau, etc.

QUEL JEUNE PRO ES-TU?

Si tu as une majorité de :

◆ JP Baroudeur :

Débrouillard, ouvert d'esprit et aimant travailler sur le terrain, tu es un JP tout terrain. Tu as des rêves de voyages et tu es prêt pour l'aventure.

Tu n'as pas besoin de confort, plus ce sera dur, mieux ce sera. Ta motivation: vivre intensément toutes les nouvelles expériences qui se présenteront et tu sais qu'il ne manquera pas d'y en avoir. Attention tout de même, partir à l'étranger c'est un grand changement de vie et il faut s'y préparer un minimum. Documente-toi, rencontre des gens qui ont vécu cette expérience. Mais surtout si tu en as si envie, PARS!

▼ JP Nord :

Le développement ça te plaît mais tu aimes bien ton confort. Tu laisses les moustiques et la brousse pour les autres.

Tu es attiré(e) par le secteur des services essentiels mais la perspective de partir dans un pays en développement ne te fait pas bondir de joie. Néanmoins tu n'es pas contre une mission sur le terrain de temps en temps. Si ça ne te plaît vraiment pas ne t'inquiète pas, ce n'est pas un passage obligé.

* JP maniaque des services essentiels :

Tu es un grand fan des services essentiels. Wahoooo, on ne peut que te féliciter. Tu as choisi ta voie et tu y arriveras à tout prix. C'est tout à ton honneur mais tu ne crois pas que tu en fais un peu trop ? Il faut savoir prendre un peu de recul...



N° 7

QUI FAIT QUOI PETITE GÉOGRAPHIE DES MÉTIERS

NOUS Y VOILÀ ! NOUS ALLONS ENFIN NOUS PENCHER SUR TOI ET TES ENVIES PROFESSIONNELLES. TU ES INTÉRESSÉ(E) PAR LA GESTION ? LA TECHNIQUE ? LA SOCIOLOGIE ?

LA FINANCE ? LA COMMUNICATION ?

ÇA TOMBE BIEN, LE SECTEUR DES SERVICES ESSENTIELS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT EST OUVERT À TOUS LES PROFILS, CONTRAIREMENT À CERTAINES IDÉES REÇUES. L'ESSENTIEL ÉTANT D'Y TROUVER SA PLACE...

TU TROUVERAS ICI UNE PRÉSENTATION DES PRINCIPALES FAMILLES D'ACTEURS QUI COMPOSENT LE SECTEUR EN FRANCE, LEURS MODES D'INTERVENTION ET LES PRINCIPAUX PROFILS RECHERCHÉS.



Six familles d'acteurs identifiées

Nous avons identifié six familles d'acteurs en fonction de leurs statuts et de leurs champs d'actions : les bureaux d'études, la coopération décentralisée, les bailleurs de fonds, les ONG, les opérateurs de services essentiels et la recherche.

La cartographie qui suit donne un aperçu des acteurs français qui interviennent dans les services essentiels au Sud. Son objectif est de t'aider à mieux appréhender les différentes activités exercées par les professionnels qui interviennent au Sud, ainsi que les profils et compétences qu'ils utilisent. Néanmoins, cette présentation n'a pas la prétention d'être exhaustive : nous nous sommes en effet limités à une cartographie relativement généraliste, car entrer dans le détail nécessiterait un guide à part entière...

CETTE CARTOGRAPHIE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LE SOUTIEN DE LA PROMOTION PORT-AU-PRINCE DU MASTER ISUR (INGÉNIERIE DES SERVICES URBAINS EN RÉSEAU) DE L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE RENNES. MERCI À EUX ET BON VENT !

Les entreprises de fourniture et travaux constituent également une importante famille d'acteurs (et non des moindres !). Si elles ne sont pas abordées dans ce guide, c'est parce que Projection ne compte à ce jour que très peu de membres représentatifs de ce milieu professionnel. Mais le réseau Projection s'étoffe de jour en jour et les constructeurs d'infrastructures et les fournisseurs d'équipements seront très certainement présentés dans une édition ultérieure de Parier Sud !!!

ASTUCE

Le pS-Eau a catalogué les différents acteurs du secteur des services essentiels de l'eau et de l'assainissement au Sud. Des structures oeuvrant dans un grand nombre de pays ont été répertoriées et classées par famille d'acteurs. Afin d'en savoir plus ou pour prendre contact avec ces structures, il te suffit d'aller sur le site :

www.pseau.org/organismes

Un même métier peut être exercé dans plusieurs familles d'acteurs, tout en répondant à des objectifs différents. En effet, les missions et activités exercées diffèrent selon le champ d'action et le mode de fonctionnement de la structure d'accueil. A compétences égales, un ingénieur par exemple, n'exercera pas son métier de la même manière au sein d'une ONG ou chez un bailleur de fonds.

Si la formation d'origine reste importante, il peut être demandé à un professionnel de conduire des activités très variées, parfois éloignées de ses études. Par exemple, dans une petite structure d'accueil, les tâches sont souvent plus polyvalentes que dans une structure de taille importante.

Enfin, dans la cartographie qui suit, nous nous concentrons sur les métiers qui sont accessibles en début de carrière. Evitons de te faire saliver avec les métiers de direction !



Travailler dans un bureau d'études

Un bureau d'études fournit à ses clients des prestations de services de natures très diverses : prestations intellectuelles (réalisation d'études), fourniture d'équipements et construction d'infrastructures (réalisation de chantiers d'adductions d'eau potable par exemple), assistance technique (contrôle de travaux, appui au maître d'ouvrage pour le suivi de gros chantiers, etc.). D'une manière générale, le bureau d'études fournit à ses clients une expertise de haut niveau dont ils ne disposent pas eux-mêmes.

● Qu'y fait-on ?

Travailler dans un bureau d'études, c'est agir au sein d'une équipe pluridisciplinaire sur des activités qui peuvent être variables, selon le domaine de compétences du bureau d'études. Dans le secteur de l'eau potable, les prestations classiques sont les études hydrogéologiques, les études de faisabilité technique

et financière (pour choisir par exemple les caractéristiques de pompage les mieux adaptées), les études de dimensionnement de réseaux. Dans l'assainissement, les bureaux d'études interviennent, par exemple, pour conduire des programmes de réalisation de latrines, y compris l'encadrement des maçons et la sensibilisation des usagers ou pour la réalisation de stations d'épuration. Dans le domaine des déchets solides, certains bureaux sont spécialisés dans la conception de schémas de collecte des ordures ménagères à l'échelle d'une ville.

Pour les aspects moins techniques et plus stratégiques, certains bureaux d'études ont développé une expertise institutionnelle et réalisent des études pour accompagner les réformes sectorielles, telles que la rénovation des politiques et stratégies nationales ou l'appui aux politiques de décentralisation.

MAIS QU'EST-CE QU'UN APPEL D'OFFRES?

LE BUREAU D'ÉTUDES RÉALISE UNE PRESTATION APRÈS AVOIR REMPORTÉ UN APPEL D'OFFRES.

● Quels profils et compétences y rencontre-t-on ?

● Des ingénieurs.

(hydrogéologie, génie civil, hydraulique, etc.)

Les services essentiels font beaucoup appel à la réalisation de nouvelles infrastructures, donc l'ingénierie technique est une expertise fondamentale pour un bureau d'études.

● Des économistes.

Construire des infrastructures c'est bien. Mais la maîtrise de leurs coûts une fois qu'elles sont en service est tout aussi importante. Les économistes sont là pour estimer les budgets d'exploitation prévisionnels des futurs services, et ainsi pouvoir calculer les tarifs qui seront proposés aux usagers.

C'est une procédure qui permet au maître d'ouvrage de mettre en concurrence plusieurs structures afin de choisir celle qui propose la meilleure offre technique et financière.

Et si tu ne sais pas qui est le maître d'ouvrage c'est que tu es passé trop vite sur le chapitre 3 de l'abrégé !

● Des sociologues.

Analyser la demande, identifier les facteurs de changements dans les quartiers périurbains... Il s'agit là d'un travail de sociologue, dont les capacités d'écoute des futurs usagers et de décryptage des jeux d'acteurs locaux seront appréciées.

● Des commerciaux.

Ils assurent la veille sur les appels d'offres et démarchent les nouveaux clients. C'est aussi un élément central du fonctionnement viable de la structure, qui reste avant tout une entreprise !

LE JP INFILTRÉ

Bruno Le Bansaïs



Lorsqu'ils recrutent des jeunes, les bureaux d'études se dirigent le plus souvent vers des profils académiques de haut niveau, et bien sûr il vaut mieux déjà connaître plusieurs pays en voie de développement à travers ses stages. Ces critères de recrutement ne sont pas une recherche d'élitisme, mais les employeurs doivent faire accepter à leurs clients qu'un « petit jeune » participe aux études, ce qui passe mieux avec un excellent CV. Le secteur des services essentiels amène une part humaine très intéressante dans le travail d'expertise. On est tenu de s'intéresser à des systèmes

d'organisation qui incluent les « vrais gens » (les bénéficiaires des projets) et leur vie quotidienne, bien au-delà de la simple idée de « client » ou « d'utilisateur ». Et travailler en bureau d'études, c'est l'assurance de collaborer avec des spécialités multiples, de l'anthropologue au biologiste, ce qui permet de voir une société humaine sous des angles très variés.

Mon parcours m'a permis de travailler sur une multitude de projets avec une grande variété d'interlocuteurs, des ONG de quartier à la Banque Mondiale. J'ai réalisé une vingtaine de missions en cinq ans, dans

sept pays différents, ce qui est finalement assez peu comparé à la moyenne des consultants junior à l'international.

Un tel fonctionnement d'alternance entre le siège et des missions courtes requiert de mêler assez étroitement vie privée et vie professionnelle. Aujourd'hui j'ai quitté cette sphère et ce n'est pas cet aspect qui a guidé mon choix, mais le problème du positionnement du consultant : à force de passer d'un projet à l'autre il n'en voit qu'une part étroite, et s'il peut proposer beaucoup de choses il ne décide finalement de rien. Le bureau d'études est donc idéal



pour acquérir de l'expérience et développer ses savoirs, mais j'estime qu'il ne faut pas y rester trop longtemps.

TRAVAILLER EN BUREAU D'ÉTUDES, C'EST L'ASSURANCE DE COLLABORER AVEC DES SPECIALITES MULTIPLES DE L'ANTHROPOLOGUE AU BIOLOGISTE, CE QUI PERMET DE VOIR UNE SOCIÉTÉ HUMAINE SOUS DES ANGLES TRÈS VARIÉS.



Travailler pour la coopération décentralisée

Travailler pour la coopération décentralisée, c'est développer des collaborations entre une collectivité locale du Nord et une collectivité locale du Sud. Des collaborations qui s'inscrivent dans des principes de solidarité et de relations durables (les accords de coopération décentralisée ont pour la plupart des années, voire plusieurs dizaines d'années d'ancienneté). L'objectif visé est de fournir des appuis techniques, institutionnels et financiers auprès de collectivités au Sud qui ont des ressources humaines et financières limitées, pour accompagner le développement local (et notamment celui des services essentiels). Mais l'échange peut également être réciproque : les approches et modes d'intervention des collectivités du Sud peuvent inspirer celles du Nord !

● Qu'y fait-on ?

La coopération décentralisée mobilise essentiellement deux types d'acteurs : d'une part, les élus locaux, du Nord et du Sud, pour la signature des conventions de partenariats et la définition des grandes orientations en matière d'interventions communes, et d'autre part, les agents techniques des collectivités en charge de la mise en œuvre de ces orientations.

Dans le cadre d'une coopération décentralisée, la collectivité du Nord peut se limiter à fournir un appui financier au budget général de la collectivité du Sud. Elle peut également approfondir son implication en fournissant une assistance technique pour aider la collectivité du Sud à assumer les responsabilités de maîtrise d'ouvrage, en particulier pour l'élaboration de stratégies locales de développement des services



Photo : Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne

essentiels, pour la mise en place d'un service technique (pour l'eau, l'assainissement, les déchets, etc.), pour l'exécution de chantiers d'infrastructures (avec tout ce que cela implique : dossiers d'appels d'offres, contractualisation avec les prestataires et entrepreneurs, suivi des travaux, etc.). L'exécution de cette assistance technique peut être assurée soit directement par la collectivité du Nord qui mobilise son personnel, soit en partenariat avec des ONG locales, bureaux d'études, ou autres partenaires.

● Quelles sont les principales activités associées aux métiers de la coopération décentralisée ?

La conduite des actions de coopération décentralisée côté Nord est assurée par les agents de la collectivité, contractuels ou fonctionnaires territoriaux. Lorsqu'elle s'accompagne d'une

assistance technique résidente au Sud, elle peut faire appel à des jeunes diplômés volontaires.

Les profils recherchés pour la coopération décentralisée ne sont pas spécifiquement techniques, et sont plutôt orientés vers la gestion et la coordination de projets. En d'autres termes, un chargé de mission ou chargé de projet coopération décentralisée sera responsable d'un large portefeuille d'activités, notamment :

● Relations avec les élus.

Une partie du travail consiste à dialoguer régulièrement avec les élus en charge de la coopération décentralisée : validation de nouvelles orientations stratégiques dans un projet, notes sur l'état d'avancement des actions, rédaction d'éléments de langage pour les prises de parole en public, etc.



Photo : Ali Hassane, RAIL-Niger

• Suivi des conventions de partenariat.

Les conventions de partenariat définissent les objectifs de coopération et encadrent les actions à conduire. Lorsqu'un cycle d'actions touche à sa fin, il est souvent nécessaire de négocier une nouvelle convention. Cela passe par une période de discussions plus ou moins denses, où l'enjeu est de trouver un équilibre entre les objectifs politiques et la faisabilité des actions envisagées.

• Suivi technique des projets.

Un autre rôle du chargé de mission est de suivre l'avancement des projets, à partir de missions de terrain et de la lecture de rapports d'activités (plus ou moins denses et plus ou moins nombreux selon la taille et la nature des actions).

• Suivi financier des projets.

Aussi indispensable que le suivi technique, le suivi financier consiste à vérifier que l'ensemble des dépenses programmées a été décaissé à bon escient.

LA JP INFILTRÉE

Cléo Lossouarn



Après une formation généraliste à l'Institut d'Etudes Politiques de Rennes, je me suis spécialisée en gestion de projet dans les pays dits en développement au sein du Master ISUR. Ce cursus m'a permis d'acquérir une première expérience professionnelle au Burkina Faso au sein d'un programme du ministère en charge de l'eau et financé par la Commission européenne. L'aide publique au développement dans le cadre de coopérations bilatérales ou multilatérales se met en œuvre à des échelles qui ne répondent pas à ma volonté de pragmatisme. Au contraire, l'action locale, lorsqu'elle est

menée de façon professionnelle dans le cadre de la coopération décentralisée, est une démarche qui répond à des besoins spécifiques des collectivités partenaires. La « coop déc », partenariat sur le long terme, s'inscrit par ailleurs dans une durée qui me semble plus en adéquation avec la temporalité nécessaire à la pérennisation des projets mis en place. Un quart de mon temps de travail est passé sur le terrain en missions d'identification de projets, de suivi de la mise en œuvre, d'accompagnement de missions politiques. Le reste du temps est principalement

UN QUART DE MON TEMPS DE TRAVAIL EST PASSÉ SUR LE TERRAIN EN MISSIONS D'IDENTIFICATION DE PROJETS, DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE, D'ACCOMPAGNEMENT DE MISSIONS POLITIQUES.

dédié aux échanges avec les partenaires étrangers et français, aux démarches administratives (rédaction des conventions de partenariat, validation des rapports pour les décaissements, etc.) et à la transmission des informations sur l'avancement des projets auprès des élus de la collectivité. Je pense qu'il est très important que les acteurs du développement sachent reconnaître les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des projets de coopération. L'objectif est de savoir les dépasser et de trouver conjointement avec les partenaires des solutions pour ne pas rester sur un échec.

Les problèmes rencontrés peuvent venir par exemple d'un mauvais choix technique. Cependant, la coopération décentralisée, en ayant comme priorité l'appui à la maîtrise d'ouvrage communale, autorise une certaine flexibilité dans la mise en œuvre des projets. Les mauvais choix techniques peuvent être corrigés pour garantir la durabilité des infrastructures. La coop déc est un secteur qui a besoin de se professionnaliser. Il me semble important que les jeunes acquièrent une expérience de terrain avant de trouver des postes au sein des collectivités territoriales.



Travailler pour un bailleur de fonds

Le bailleur de fonds est l'institution qui fournit des financements pour soutenir la mise en œuvre de projets de développement. De fait, les acteurs Nord de la coopération décentralisée sont des bailleurs de fonds, mais étant donné sa spécificité (collaborations directes entre collectivités Nord et Sud), celle-ci fait l'objet d'un chapitre spécifique (cf. chapitre 7.C). Nous nous intéresserons ici à trois types de bailleurs de fonds :

• Les agences bilatérales.

Il s'agit, au niveau d'un Etat, de l'organisme officiel en charge de l'aide au développement.

• Les agences multilatérales.

Il s'agit d'organisations internationales qui regroupent plusieurs Etats. Soutenues et financées par ses Etats membres, certaines de ces agences multilatérales sont spécifiquement impliquées dans l'aide au développement.

• Les fondations.

Il s'agit de guichets de financements, à l'initiative d'établissements publics ou privés, mis en place pour soutenir des projets d'intérêt général et solidaires.

● Qu'y fait-on ?

Le premier métier d'un bailleur de fonds est d'octroyer des financements : certains relèvent du don (on parlera alors de subventions), d'autres sont des prêts, souvent à taux bonifiés (c'est-à-dire que les taux d'intérêt sont plus avantageux que ceux pratiqués par une banque traditionnelle).

Néanmoins, l'octroi de financements s'appuie sur des activités qui relèvent de la conception et du suivi de projets : études de faisabilité qui conditionnent l'octroi (ou non) des financements, plans de financement (plus ou moins

complexes), négociations avec les bénéficiaires (souvent les interlocuteurs sont les Etats eux-mêmes), etc.

Si, de manière simplifiée, on peut dire que l'activité des bailleurs de fonds mobilise une double expertise, technique et financière, chaque type de bailleur a ses propres spécificités : les agences bi- et multilatérales, en complément de leurs soutiens financiers, fournissent régulièrement un appui aux réformes sectorielles

(notamment dans le cadre de besoins d'actualisation des politiques et stratégies nationales pour les services essentiels) ; les fondations – en particulier les fondations d'entreprises – peuvent proposer du mécénat de compétences en mobilisant l'expertise disponible au sein de l'entreprise. Au final, chaque bailleur a une sensibilité et une culture d'entreprise propres, qui le conduisent à mettre en œuvre des approches et des méthodes d'intervention privilégiées.

EXEMPLES DE BAILLEURS DE FONDS

Coopération bilatérale

Agence Française de Développement (AFD), Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW, Allemagne), Danish International Development Agency (Danida, Danemark), United States Agency for International Development (USAID), etc.

Coopération multilatérale

Commission européenne, Banque Mondiale, Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), etc.

Fondations

Fondation Bill et Melinda Gates, Fondation Ensemble, Fonds Suez Environnement Initiatives, Fondation Veolia Environnement, etc.

● Quels profils et compétences y rencontre-t-on ?

• **Spécialistes en ingénierie technique** (hydraulique, assainissement, etc.) et **ingénierie sociale** (sociologie, ethnologie).

Ces spécialistes assurent le suivi d'un portefeuille de projets. Les compétences mobilisées nécessitent une bonne culture en ingénierie, mais aussi une bonne connaissance en suivi de projet. Le plus souvent, le portefeuille suivi sera thématique : par exemple, suivi des projets d'hydraulique urbaine en Asie du Sud-Est ou en Amérique latine.

• **Spécialistes en économie et finance.**

Ce sont eux qui gèrent et proposent les produits financiers les mieux adaptés aux projets sélectionnés pour être soutenus.

J'AI CHOISI DE M'INVESTIR DANS LE SECTEUR DU DÉVELOPPEMENT POUR DONNER UNE DIMENSION UTILE À MA MODESTE EXISTENCE.

• **Gestion des ressources humaines.**

Certains bailleurs de fonds sont de très grosses institutions avec une forte mobilité (notamment géographique) des salariés. Dans ce contexte, la gestion des ressources humaines devient indispensable et fait l'objet de services dédiés.

• **Communication.**

Pour la plupart des bailleurs, la communication est une activité à part entière, que ce soit pour valoriser et faire connaître les actions en-dehors de l'institution ou pour communiquer en interne.

LE JP INFILTRÉ

JP mystère



J'ai un parcours académique assez atypique : j'ai commencé par histoire et russe, puis Sciences-Po dans une filière franco-allemande et enfin un master d'évaluation de projet de développement. Entre-temps j'ai pris près de trois années sabbatiques pour voyager et me faire quelques expériences dans le cadre de stages. J'ai choisi de m'investir dans le secteur du développement pour donner une dimension utile à ma modeste existence. Je me suis intéressé à l'eau puis l'assainissement au fur et à mesure de mes voyages dans des pays où la situation était critique. Ça m'a sensibilisé. D'autre part ce sont des domaines riches, pluridisciplinaires, en devenir. Je travaille aujourd'hui dans une organisation internationale. Cela touche à la fois au métier de bailleur, à la gestion de projet, à la formation, à l'appui aux politiques publiques du pays, etc.

C'est proche du terrain mais plus influent et « mainstreaming » qu'une ONG par exemple. Au quotidien, j'assure le suivi et la coordination d'un programme d'eau-hygiène-assainissement en milieu scolaire, mis en oeuvre par Oxfam, Save, CARE, Unicef, et WaterAid (70% de mon temps) et participe à des réunions sectorielles avec le gouvernement et les autres bailleurs du secteur (à 30% de mon temps). La répartition entre ma présence au bureau et mes missions sur le terrain est la même (respectivement 70% et 30% du temps). Il y a très peu de jeunes dans les organisations internationales. Je dois bien avouer qu'il faut se battre et s'imposer, ce qui n'est pas toujours facile. Vu de l'intérieur, c'est le manager qui peut te donner ta chance, ou alors il te faudra t'imposer grâce à un profil très spécialisé.



LA JP INFILTRÉE

Karine Frouin



MA FONCTION NÉCESSITE D'ACQUÉRIR, PETIT À PETIT, DIVERSES COMPÉTENCES TANT TECHNIQUES, QUE SOCIO-ÉCONOMIQUES OU FINANCIÈRES.

J'ai obtenu mon diplôme d'ingénieur agronome de l'Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Toulouse en 2003. J'avais réalisé en parallèle un DEA de sociologie afin de me spécialiser dans le développement rural des Pays du Sud (DEA «ESSOR»). Cette volonté s'est développée au cours de mes différents stages dans des contextes géographiques très différents (Maroc, Inde et Burkina). En 2003/2004, j'hésitais entre la réalisation d'une thèse sur la microfinance et l'empowerment des femmes en Inde et un poste de Volontaire International à l'AFD au Burkina Faso. J'ai choisi la seconde option pensant que la fonction

de chargée d'études des projets du secteur rural au sein de l'AFD me permettrait de contribuer au développement au plus près du terrain. Après 2 ans de volontariat, j'ai souhaité d'une part spécialiser mes savoirs et savoir-faire, et d'autre part mieux connaître les réalités de la pauvreté grâce à un travail direct avec les bénéficiaires d'un projet. J'ai intégré le bureau d'études ANTEA en 2006 et travaillé sur un projet d'hydraulique villageoise au Burkina Faso. Cette mission de maîtrise d'œuvre fut passionnante et m'a permis de mieux identifier les problématiques de la gestion de l'eau et d'en comprendre la

complexité (facteurs techniques, sociologiques, économiques et culturels). En 2009, j'ai rejoint le siège de l'AFD à Paris en tant que Chef de projets Eau et Assainissement. Je suis maintenant en charge d'instruire et de superviser des projets d'eau et d'assainissement tant en milieu urbain que rural. L'AFD étant une institution gérant une partie de l'Aide Publique au Développement française, mes fréquentes missions à l'étranger me placent souvent en 1ère ligne. Cela implique «d'être à la hauteur» dans diverses situations et face à des interlocuteurs souvent très compétents sur une thématique

donnée. Ma fonction nécessite donc d'acquérir, petit à petit, diverses compétences tant techniques, que socio-économiques ou financières. Mon expérience préalable au sein d'un projet d'hydraulique villageoise me fut très utile en tant que jeune professionnelle. Je dois également être «force de propositions» face aux problèmes rencontrés dans le cadre d'un projet. Bien que certains soient plus difficiles à résoudre que d'autres, ma motivation pour leur trouver des solutions ne s'affaiblit pas. Je peux bien sûr solliciter mes collègues plus expérimentés en cas de difficulté.



Travailler dans une ONG

Une Organisation Non Gouvernementale est une organisation d'intérêt public qui ne relève ni de l'Etat ni d'une institution internationale. Le caractère non lucratif des activités des ONG est un élément déterminant de leur nature sociale. Les ONG sont financées par des subventions. On distingue souvent les ONG de développement et les ONG d'urgence : les premières interviennent dans des pays politiquement stables pour réaliser des actions qui s'inscrivent dans le long terme, comme le développement des services essentiels dans le cadre des politiques de décentralisation ; les secondes interviennent dans les pays en crise pour faire face à des urgences humanitaires, comme assurer l'accès à l'eau et l'assainissement dans un camp de réfugiés.

QUELQUES ONG :
ACTION CONTRE
LA FAIM, GRET,
WATERLEX,
HYDRAULIQUE SANS
FRONTIÈRES, EAU
VIVE, WATERAID,
OXFAM, ETC.

● Qu'y fait-on ?

Travailler dans une ONG, c'est s'engager dans des missions de solidarité, au siège ou sur le terrain. Réaliser une adduction d'eau potable dans un village sahélien, mettre en place un système de pré-collecte des déchets dans une zone d'habitat spontané en périphérie de grande ville... Les interventions sont très variées, que ce soit en termes de contenu ou de zone d'intervention.

Au siège d'une ONG on rencontre plusieurs responsables de programmes, un ou plusieurs directeurs financiers, une équipe administrative, des techniciens, des logisticiens, une équipe de sécurité, des conseillers, etc. Les personnes travaillant au siège d'une ONG ont pour mission de conseiller, soutenir et coordonner les activités menées sur le terrain. Une parfaite maîtrise de l'organisation de la structure et des actions menées est indispensable. En deux mots (bon, trois) : expérience terrain requise.

**BON
À SAVOIR,
pour travailler
au siège**

● Quels profils et compétences y rencontre-t-on ?

● **Spécialistes des services essentiels.** Hydraulique, génie civil, géographie, sociologie, etc.

De nombreux profils scientifiques, très variés, sont recrutés par les ONG. Mobilisés sur des missions techniques, ils sont toutefois souvent appelés à diversifier leurs savoir-faire : communication avec les autorités locales et les services de l'Etat, relations avec les partenaires financiers, sensibilisation et mobilisation des usagers, etc.

● **Coordinateurs de projets.**

Chargé de l'interface entre le siège et le terrain, le coordinateur supervise sur place les différentes activités d'un projet (ou de plusieurs projets). Il coordonne les différents corps de métiers, gère les relations institutionnelles et politiques et a la responsabilité du bon déroulement des actions programmées.

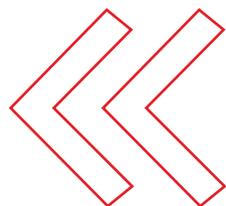


• **Responsable administratif et financier.**

Sur les projets de grande envergure qui mobilisent des financements importants, le responsable administratif et financier gère les demandes de financement et les décaissements, prend en charge les différentes démarches vis-à-vis des administrations. Il veille à l'équilibre financier des activités.

• **Chef de mission** (spécial ONG d'urgence). Il définit les priorités, supervise le bon déroulement des activités de la mission et gère l'ensemble du personnel de terrain. Il peut être responsable des démarches avec les bailleurs de fonds et assumer la totalité des procédures financières et budgétaires. En situation de crise, il veille à l'application des règles de sécurité.

• **Logisticien** (spécial ONG d'urgence). Le logisticien est responsable de la gestion du matériel et des équipements: commandes et achats auprès des fournisseurs, transport sur site, procédures douanières, stockage, etc.

LE JP INFILTRÉ*Martin Leménager*

Après des études d'ingénieur généraliste, je me suis spécialisé en gestion de l'eau à AgroParisTech-ENGREF. Au cours d'une année de césure, j'ai pu travailler à Casablanca et à l'AFD à Paris. J'ai exercé mon premier emploi en France, dans une agence opérationnelle de Veolia Eau. Cela a été extrêmement formateur sur les aspects techniques et managériaux.

En 2008, j'étais décidé à partir travailler à l'étranger et j'ai été recruté par le Gret en tant que chargé de projets au Laos. Au quotidien le travail est très varié. C'est bien sûr avant tout de l'animation du travail de l'équipe

locale et de la gestion de projet, avec activités sur le terrain et au bureau. Il faut aussi fournir de l'expertise variée, et pas seulement technique, en appui sur les projets.

Travailler en ONG, c'est aussi et surtout gérer les relations avec les partenaires et les autres acteurs du secteur et exercer une « veille » sur les financements mais aussi les (bonnes) idées des autres. Cela peut prendre la forme de séminaires, échanges téléphoniques, etc. Echanger, c'est essentiel ! On ne développe pas grand-chose nous mêmes mais on accompagne des personnes et des institutions dans le développement

de leur pays. A travers la mise en œuvre d'activités, on travaille au renforcement des capacités des acteurs du développement; et cela vaut aussi pour l'équipe en interne ! Tout cela nécessite du temps. Il faut savoir être patient et pédagogue.

Il faut aussi rapporter et discuter régulièrement avec le siège. Enfin, il faut communiquer et « capitaliser » l'expérience engrangée.

De façon générale, il faut savoir se montrer organisé et réactif, autonome et responsable, les deux derniers points étant bien sûr un motif d'épanouissement personnel et de motivation.

**ON NE DÉVELOPPE
PAS GRAND-CHOSE
NOUS MÊMES
MAIS ON
ACCOMPAGNE
DES PERSONNES
ET DES
INSTITUTIONS
DANS LE
DÉVELOPPEMENT
DE LEUR PAYS**





Travailler pour un opérateur de services essentiels

Un opérateur de services essentiels est une entreprise (publique ou privée) qui exploite des infrastructures pour fournir un service essentiel durable et accessible à tous. L'opérateur de services est commandité par une autorité publique (Etat ou commune) et lorsqu'il est privé, il intervient pour une durée déterminée (de plusieurs années).

● Qu'y fait-on ?

Dans le cadre des services essentiels, l'opérateur a pour mission de faire fonctionner un réseau d'eau potable, un réseau d'assainissement ou un dispositif de collecte et de traitement des ordures ménagères. Selon la nature du contrat, l'activité de l'opérateur de services peut ne pas se limiter à faire fonctionner

les infrastructures existantes: il peut en effet avoir l'obligation de renforcer certaines infrastructures (la capacité de production d'un réseau par exemple) ou d'étendre le service dans des quartiers non desservis (comme l'extension de la collecte des déchets dans certains quartiers périphériques).

EXEMPLES
D'OPÉRATEURS DE
SERVICES: SUEZ
ENVIRONNEMENT,
SAUR, VEOLIA
ENVIRONNEMENT,
ONEA (BURKINA),
ONAS (SÉNÉGAL), ETC.



Photo: Veolia Environnement

● **Quels profils et compétences y rencontre-t-on ?**

Exploitation des services, mais aussi développement ou réhabilitation des infrastructures... Les compétences nécessaires sont très vastes. Elles relèvent du domaine technique mais pas seulement : les aspects financiers et commerciaux, la communication auprès de la clientèle et bien d'autres aspects sont présents. Ce qui suit n'est donc qu'un rapide aperçu des compétences mobilisées par les opérateurs de services.

● **Spécialistes exploitation technique.**

Gérer une station de production d'eau potable, un centre d'enfouissement technique, une station d'épuration... Il s'agit d'infrastructures complexes qui demandent des compétences en hydraulique, électromécanique, maîtrise des impacts environnementaux, etc. Un vaste panel des sciences de l'ingénierie technique est nécessaire pour faire fonctionner un service essentiel.

● **Spécialistes en études et travaux.**

La conception et la réalisation de travaux font également appel à une grande diversité de compétences : dimensionnement de réseaux, génie civil, faisabilité économique, acceptabilité sociale auprès des usagers (en particulier les plus démunis), etc. Quand il s'agit d'améliorer et d'étendre le service, les profils mobilisés relèvent en grande partie de l'ingénierie technique et économique, mais aussi de l'ingénierie sociale.

● **Spécialistes juridiques.**

Les contrats d'exploitation de services sont complexes et les enjeux sociaux, environnementaux, financiers, mais aussi politiques associés sont élevés. Les opérateurs de services ont donc pour la plupart un service juridique, pour régler d'éventuels contentieux, mais également pour faire évoluer les contrats dans le respect de la législation nationale (l'évolution du contrat peut porter, par exemple, sur l'extension de la zone desservie par le service ou sur la révision programmée des tarifs).

● **Spécialistes en finances et comptabilité.**

Dans les villes, les services essentiels bénéficient à un (très) grand nombre d'usagers. Du point de vue de l'opérateur, il s'agit de clients qui, en contrepartie du service rendu, doivent payer une facture. Et il y a autant de factures que de ménages bénéficiant du service, soit, pour une même ville, quelques milliers (ou dizaines de milliers) de clients à gérer. La gestion financière d'un service fait donc appel à des profils comptables et financiers très spécialisés, mobilisés sur la facturation, mais aussi l'amortissement des infrastructures, la gestion des stocks, etc.

● **Spécialistes en démarche qualité.**

Respect de l'environnement et relations harmonieuses avec la clientèle sont des problématiques que nombre d'opérateurs ont intégrées ces dernières années. Plus globalement, la démarche qualité est une préoccupation croissante qui s'inscrit notamment

dans les stratégies de responsabilité sociale et environnementale (RSE) des entreprises. La démarche qualité fait appel à des profils qui maîtrisent les procédures et organisations des entreprises, en vue de les mettre en cohérence avec les différents labels et standards de normalisation qui font référence dans le domaine de la qualité.

LE JP INFILTRÉ*Thomas Hascoët*

Initialement mon parcours académique ne me destinait pas au secteur des services essentiels. Je suis ingénieur et j'ai rapidement intégré le monde de la recherche sur les problématiques climatiques. Après un passage en cabinet de conseil, j'ai intégré Veolia au Maroc pour travailler sur le programme de branchements sociaux que le Groupe mène à Rabat, Tanger et Tétouan. Pour moi, rejoindre un opérateur était la seule manière d'intervenir à grande échelle sur l'accès aux services essentiels et j'ai été particulièrement séduit par l'enjeu ambitieux de faire converger le savoir-faire d'un opérateur privé avec l'objectif de raccorder des

foyers à l'eau et à l'assainissement qui ne pouvaient pas se payer le service aux conditions contractuelles.

Le succès de projets d'accès aux services dans des milieux urbains repose sur un engagement fort et le soutien des autorités. Par ailleurs, la société civile et les bénéficiaires doivent bien comprendre notre métier et la nature de notre intervention. La viabilité financière du programme étant conditionnée à une adhésion massive et spontanée des habitants au projet, il faut généralement travailler avec des professionnels (sociologues) pour correctement définir une offre, puis

faire preuve d'innovation financière, commerciale et travailler avec des partenaires multiples (ONG, entreprises privées) pour mettre au point un programme équilibré économiquement et correspondant aux attentes des autorités et des clients.

Le rôle d'un jeune professionnel dans le domaine peut s'échelonner des études techniques à la planification financière et la recherche de partenaires, en passant par le suivi des travaux. Le JP peut apporter sur ces sujets un œil neuf qui permet de sortir de la manière habituelle que nous avons de faire notre métier d'opérateur de services publics.



LE SUCCÈS DE PROJETS D'ACCÈS AUX SERVICES DANS DES MILIEUX URBAINS REPOSE SUR UN ENGAGEMENT FORT ET LE SOUTIEN DES AUTORITÉS



Travailler dans la recherche

Les services essentiels ne sont pas sans soulever de nombreuses questions et problématiques peu ou pas explorées. La recherche est là pour améliorer notre compréhension des enjeux associés au secteur et proposer des solutions pour optimiser son fonctionnement.

● Qu'y fait-on ?

Recherche fondamentale et recherche appliquée sont deux disciplines qui se côtoient régulièrement dans le cadre des services essentiels. Les sujets qui leur sont confiés peuvent être techniques, mais la majorité des travaux sont probablement orientés vers les sciences économiques, sociales et politiques, pour

QUELQUES
ACTEURS DE LA
RECHERCHE :
INSTITUT DE
RECHERCHE
POUR LE
DÉVELOPPEMENT
(IRD), LATTI-CNRS,
ETC.

répondre par exemple à ce genre de questions : vers quels nouveaux modèles de tarification sociale s'orienter ? Quels outils pour mesurer la satisfaction des usagers pour un service donné ? Quels bénéfices profitent aux services essentiels et sont imputables aux politiques de décentralisation ?...

● Quels profils et compétences y rencontre-t-on ?

• Le thésard.

Première étape de tout chercheur, la thèse permet de faire ses premières armes en matière d'enquêtes, d'investigations et d'analyses. Le choix du sujet de thèse est souvent déterminant sur la suite que prendra le parcours professionnel du futur chercheur.

• L'enseignant chercheur.

Une fois la thèse en poche, l'heureux thésard peut devenir enseignant-chercheur dans une université ou tout autre organisme de formation supérieure. Il a ainsi la possibilité de mener de front travaux de recherche et enseignement.

• La recherche appliquée.

Une autre option après l'obtention de la thèse est de s'orienter vers des laboratoires d'organismes publics ou d'entreprises privées dont la vocation est de produire de la connaissance avec un objectif très opérationnel. Il s'agit de fournir des éléments de décryptage de problématiques ou des outils méthodologiques dont la finalité est une application rapide sur le terrain.

LE JP INFILTRÉ

Jerémie Cavé


**ÊTRE TITULAIRE
D'UN PH-D EST TRÈS VALORISÉ
À L'ÉTRANGER AINSI QUE
DANS LES ORGANISATIONS
INTERNATIONALES**

Après le bac, j'ai suivi une prépa littéraire, puis intégré un institut d'études politiques. J'y ai acquis une formation généraliste et j'ai eu l'occasion d'aller étudier à l'étranger. Si ce cursus m'a inculqué un esprit de synthèse, il m'a laissé sur ma faim quant au fond.

Une fois diplômé, pourtant, j'ai réalisé que je n'avais pas identifié un sujet assez précis et consistant pour me lancer dans un DEA (ex Master de recherche). J'ai alors décidé de commencer à travailler. Je suis devenu consultant, auprès de collectivités locales françaises, pour la gestion des services publics. Cette expérience (2 ans)

fut très enrichissante : j'y ai acquis des méthodes de travail, découvert des domaines d'activité concrets (services d'eau et déchets) et fait la rude expérience de la vie active (travailler pour un patron, obligation de présence, plus d'argent, moins de temps). Constatant que mes missions consistaient surtout à renouveler des contrats, j'ai souhaité prendre plus de recul sur la question des déchets qui me plaisait. J'ai découvert que ce secteur, dans les pays du Sud, était très peu documenté.

Après un Master de recherche (1 an) pour définir mon sujet, j'ai contacté des chercheurs en

vue d'un doctorat. L'un deux (J. Ruet), intéressé, a appuyé ma candidature à une allocation de recherche. J'ai ainsi obtenu un contrat salarial de 3 ans pour mener ma recherche au sein d'un laboratoire, le LATTS. Bien qu'il soit inséré dans un environnement de travail (avec des réunions d'équipe, des colloques, etc.), le travail du doctorant est cependant assez solitaire. Les expériences de terrain à l'étranger, riches et intenses, peuvent renforcer ce sentiment. Il faut aussi de l'autodiscipline pour avancer régulièrement : solliciter des financements extérieurs pour viabiliser les

missions à l'étranger et avoir des comptes à rendre régulièrement peut faciliter la tâche. D'autant que du point de vue académique, il importe de plus en plus de « publier » pendant la thèse. Pour conclure, avoir vécu une expérience de travail avant la thèse a été bénéfique : cela m'a permis de définir un sujet pertinent, d'être crédible et d'apprécier à sa juste valeur l'autonomie de travail du doctorant. Petite cerise sur le gâteau, être titulaire d'un Ph-D est très valorisé à l'étranger, ainsi que dans les organisations internationales.



N° 8

PARTIR AU SUD

MAINTENANT QUE TU CONNAIS LES STRUCTURES QUI COMPOSENT LE SECTEUR EN FRANCE ET LES PROFILS QU'ELLES RECHERCHENT, TU SOUHAITES PARTIR SUR LE TERRAIN! MÊME S'IL N'Y A PAS DE VOIE ROYALE (ET IL T'APPARTIENT DE TRACER TON PARCOURS PERSONNEL), UNE MISSION À L'ÉTRANGER, EN PLUS D'ÊTRE UNE EXPÉRIENCE ATTRAYANTE, EST SOUVENT UN VÉRITABLE ATOUT POUR INTÉGRER LE SECTEUR DE L'ACCÈS AUX SERVICES ESSENTIELS À TERME.

TU TROUVERAS DANS CE CHAPITRE QUELQUES CONSEILS POUR PARTIR AU SUD (LES OPPORTUNITÉS LIÉES AU VOLONTARIAT), POUR VIVRE AU SUD (LES PROBLÉMATIQUES DE POSITIONNEMENT ET DE LÉGITIMITÉ) ET POUR REVENIR DU SUD (ANTICIPER SON RETOUR SUR LE PLAN PERSONNEL ET PROFESSIONNEL)

MAIS NE TE PRÉCIPITE PAS, PRENDS LE TEMPS DE BIEN RÉFLÉCHIR AU POURQUOI, AU COMMENT ET À L'APRÈS...





Place à l'expérience... de terrain !

● Le terrain : la meilleure école qui soit !

Pour travailler dans les services essentiels au Sud, l'expérience de terrain est fondamentale. Une vaste revue bibliographique ne remplace pas le vécu. Côtayer les acteurs locaux, travailler aux côtés des professionnels du Sud, dialoguer avec les usagers des services... Autant d'expériences et de quotidiens vécus qui construisent une compréhension et une sensibilité sur les réalités du Sud. Et c'est sur la base de cette compréhension et de cette sensibilité qu'un professionnel est en mesure de proposer des solutions pertinentes, pragmatiques et adaptées aux contextes d'intervention.

● Partir combien de temps ?

Il n'y a pas de règle d'or pour construire son expérience de terrain. Elle peut être vécue en début de carrière sur une durée significative (quelques années) ou s'agrèger dans le cadre d'une succession de missions courtes (quelques semaines ou quelques mois par an). Même si de nombreux recruteurs ont tendance à privilégier des profils ayant une expérience significative sur le terrain, il est possible d'intégrer des organismes sans avoir un vécu préalable au Sud.

● Quel profil pour quelles missions ?

L'idée selon laquelle le secteur des services essentiels dans les pays en développement privilégie des profils techniques de type ingénieurs est largement répandue mais s'avère dans les faits erronée. Comme nous l'avons vu plus haut, les services essentiels ont besoin de tous les talents ! Quelle que soit ta formation (sciences humaines, sociales, économiques, etc.) elle doit pouvoir trouver sa place dans les vastes besoins des services essentiels au Sud.

ET L'ENTREPRENARIAT ?

Et si tu cherches toujours ta voie sans jamais trouver chaussure à ton pied, ose te lancer dans l'entrepreneuriat. Le CEWAS (International centre for water management services) est un centre international suisse de compétences dédié à la gestion des ressources en eau et en assainissement dans les PED. Il propose un accompagnement pour les jeunes professionnels du Nord et du Sud désireux de monter leur entreprise dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

B

Le volontariat

Il existe différentes formules pour partir au Sud, parmi lesquelles le volontariat occupe une place de premier choix lorsque l'on débute sa carrière professionnelle. Souvent utilisées comme un tremplin pour une carrière internationale, plusieurs formules de volontariat se sont développées ces dernières années : Volontariat de Solidarité Internationale (VSI), Volontariat International en Entreprise (VIE), Volontariat International en Administration (VIA), Volontariat de Service Civique (VSC), Service Volontaire Européen (SVE), Volontaire des Nations Unies, etc. Tous sont particulièrement adaptés pour une première expérience. Ils sont souvent associés à des responsabilités relativement importantes et favorisent l'acquisition de méthodes et techniques de travail.

SUR LE VSI :

SERVICE-PUBLIC.FR,
SOLIDARITES.INFO,
FRANCE-
VOLONTAIRES.ORG,
LA-GUILDE.ORG

SUR LE VIE, VIA :

UBIFRANCE.FR,
CIVIWEB.COM

SUR LE VSC :

SERVICE-CIVIQUE.
GOUV.FR

Nota : il existe également des possibilités de missions inférieures à 2 mois (chantiers, congés solidaires, etc.).

Le volontariat est un statut juridique qui désigne une activité professionnelle à part entière. Il s'agit d'une activité à temps plein (différente du bénévolat), incompatible avec le salariat. Le statut de volontaire permet de bénéficier d'une indemnité et d'une protection sociale.

**QUEL STATUT
POUR LES
VOLONTAIRES ?**

Photo: Voyageurs de l'eau - <http://aventure.blogs.liberation.fr>



VIE, VIA, VSI, VSC...
QUE CHOISIR?

?

Le volontariat est sans aucun doute une expérience humaine autant qu'une expérience professionnelle. A l'instar des stages en France, plus la structure d'accueil est petite, plus le poste est polyvalent. A l'inverse, plus l'organisation est grande, plus le poste est spécialisé. Dans les structures importantes, une expérience professionnelle préalable est souvent exigée. Les formules de volontariat sont variées et chacune a ses spécificités, notamment en termes de durée et d'indemnités financières. A toi de choisir : ton volontariat c'est ce que tu en feras !

	VIE	VIA	VSI	VSC
CONDITIONS D'ÂGE	Entre 18 et 28 ans		+ de 18 ans	Entre 16 et 25 ans
NATIONALITÉ	Nationalité française ou européenne et être en règle avec les obligations de service national de son pays		Sans contrainte de nationalité	Nationalité française ou européenne ou justifier d'un séjour régulier en France depuis plus d'un an
STRUCTURE D'ACCUEIL	Entreprise française à l'étranger	Administration, services de coopération et d'action culturelle des ambassades, centres et instituts culturels, alliances françaises, IRD	Au sein d'ONG, avec un portage administratif par un organisme agréé : France Volontaires, La Guilde, Délégation catholique pour la coopération, Service coopération développement	Association, fondation, ONG, collectivité locale, établissement public ou administration de l'Etat
INDEMNITÉS	Un indemnité forfaitaire comprenant une partie fixe (environ 660 euros par mois) et une partie variable tenant compte notamment des variations des changes et des prix selon les pays. L'indemnité est indépendante du niveau de qualification (au total: entre 1300 et 3700 euros par mois)		Entre 152 et 700 euros par mois (plus des primes) + frais de voyage aller-retour et assurance responsabilité civile et rapatriement	Entre 550 et 650 euros par mois environ
ETUDES	Selon missions et exigences de la structure d'accueil (min. bac+2)			Aucune restriction
OFFRES	Sur Civiweb + démarcher directement les entreprises	Uniquement sur Civiweb / ne pas démarcher les ambassades	Contacteur les ONG et associations de solidarité + consulter leurs sites	Sur service-civique. gov.fr et sur les sites des organismes recruteurs
MÉTIER	Emplois d'ordre commercial, technique, scientifique, etc.	Métiers de l'administration	Gestionnaire, administrateur de mission, coordinateur, chef de projet, formateur, animateur, etc.	Missions très variées dans le développement international et l'aide humanitaire
APPORT	«accélérateur de carrière»= bon moyen de décrocher un poste dans l'entreprise si le VIE s'est bien passé !	Expérience à valoriser	Légitimité dans le domaine de la solidarité + acquisition de compétences + nombreuses responsabilités	Expérience dans la solidarité
DURÉE	Entre 6 et 24 mois			Entre 6 et 12 mois



Ta place au Sud

● Avant de partir

• (Re-)demande-toi pourquoi tu veux travailler dans le développement et pourquoi tu désires partir. L'expérience d'expatriation est enthousiasmante et peut faire rêver : découvrir une autre culture, avoir un poste avec des responsabilités, vivre dans un lieu exotique... Mais l'expérience peut aussi s'avérer complexe, notamment en raison des questions liées à l'interculturalité et à sa propre légitimité sur le terrain. Avant de partir, il est vivement recommandé de s'interroger, en particulier sur ses motivations.

• Veille à bien préparer ton voyage. Choisis les modalités de ton départ, renseigne-toi sur le pays et surtout sur ce que tu vas y faire. Ecoute tes envies et tes convictions. Où veux-tu aller et pourquoi ?

• Les papiers, visas peuvent prendre un peu de temps. Organise-toi bien !

● Sur place

Quelques recommandations à garder en tête afin de faciliter ton adaptation :

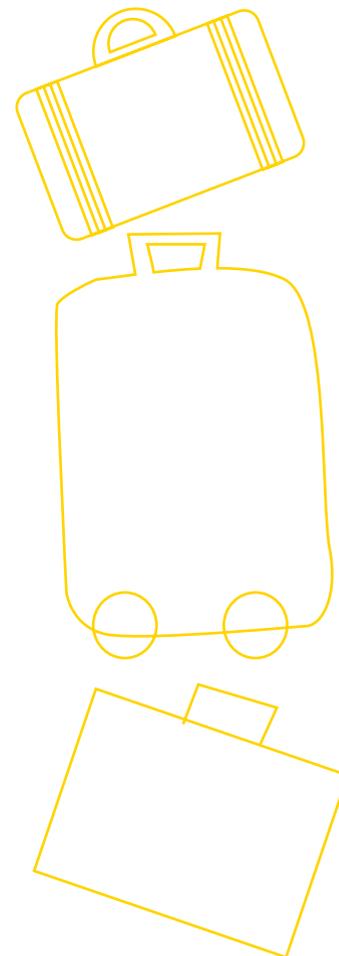
- La curiosité, l'ouverture et l'humilité sont essentielles.
- Un volontariat est une expérience de travail : sois conscient de tes compétences et de tes limites, et utilise-les à bon escient.
- N'oublie pas tes racines qui constituent ton identité et ta personnalité.
- Cultive le respect de toi-même et de l'autre : c'est la base saine et constructive de tous les échanges.

Attention à l'acculturation... on peut s'adapter à une culture, mais l'adopter c'est tout autre chose. En effet, il est impossible de s'intégrer entièrement à la culture du pays le temps d'une courte mission. Il faut donc savoir rester soi-même sans se fermer aux autres.

● Santé, hygiène et sécurité

La plupart des organismes recruteurs pour les pays du Sud proposent une formation pour préparer son départ. Les risques sanitaires et sécuritaires y sont souvent abordés. Suis les instructions que l'on t'a données. Consulte les sites internet des organismes de volontariats et du Ministère des Affaires étrangères (diplomatie.gouv.fr). Lors d'interventions humanitaires dans les pays en conflit, il est fondamental de bien connaître la situation, le contexte et les raisons du conflit. Ne commets pas d'imprudence et surtout écoute les conseils des gens qui vivent sur place.

Attention ! En étant sur le terrain, on peut ressentir une assurance de sécurité, mais il est parfois nécessaire de prendre du recul pour évaluer et prendre conscience des risques dans un contexte qu'on ne maîtrise pas. Mais pas la peine non plus d'être parano !



● **Légitimité personnelle**

... en tant que jeune

Etre jeune peut être un handicap quand on travaille dans certains pays. Il peut en effet être difficile d'avoir une légitimité au regard de son statut d'étranger et de son expérience limitée de jeune professionnel.

Cependant, être jeune est aussi un atout qui facilite l'adaptation à un environnement nouveau et qui apporte dynamisme, nouveauté et vitalité.

Mais il reste vrai qu'il faut parfois « se battre » avant d'obtenir une reconnaissance de ses capacités et de ses compétences.

« IL FAUT ÉCRIRE SOI-MÊME SA PROPRE HISTOIRE EN LAISSANT SES PRÉJUGÉS DE CÔTÉ, EN EMMENANT AVEC SOI SA CULTURE ET SES COMPÉTENCES. SI LE SUD RESPECTE LE NORD, C'EST AU NORD DE FAIRE LE PAS DE L'HUMILITÉ ET DE L'ADAPTATION LOCALE, TOUT EN GARDANT EN TÊTE QUE L'INTERVENTION D'UN ÉTRANGER EST UNE PERTURBATION DES ÉQUILIBRES LOCAUX. »

Jean-Christophe Crespel, Directeur du développement à La Guilde



ON EST ATTENDU DE MANIÈRE TRÈS CONCRÈTE, TRÈS SÉRIEUSE, SUR LES MÉTIERS QUE L'ON EXERCE. IL FAUT ÊTRE ENDURANT CAR DANS CES MÉTIERS D'ACCÈS À L'EAU, À L'ASSAINISSEMENT, AUX DÉCHETS, L'ABOUTISSEMENT DES PROJETS S'EFFECTUE À MOYEN OU À LONG TERME, ET N'EST PAS OBTENU SANS DIFFICULTÉS, AU SUD COMME AU NORD. IL EST NÉCESSAIRE DE REMETTRE SUR LA TABLE LE MÉTIER, LE PROJET QUE L'ON A, VÉRIFIER QUE L'ON A BIEN COMPRIS, QU'IL N'Y A PAS DE MALENTENDU. IL FAUT AUSSI ET AVANT TOUT UNE CERTAINE HUMILITÉ, NE PAS ARRIVER AVEC LA GROSSE TÊTE. IL FAUT ÊTRE CURIEUX, À L'ÉCOUTE, ET BIEN SÛR MAÎTRISER DES TECHNIQUES DONT LE PROJET A BESOIN.»

Olivier Gilbert, Délégué aux innovations sociales chez Veolia Environnement

• ... en tant que femme

Dans certains contextes culturels, être une femme peut poser des difficultés supplémentaires, en particulier lorsque l'on travaille dans un environnement majoritairement masculin. Les organisations internationales font la promotion de la parité et encouragent fortement les candidatures des femmes.

Dans le milieu de la coopération internationale, on retrouve aujourd'hui souvent plus de femmes que d'hommes. En conclusion, jeune femme, prends ton courage à deux mains : fais preuve de caractère mais sans non plus faire peur ! Écoute aussi les conseils des gens qui vivent sur place.

● Le retour, côté personnel

Le retour en France après une expérience au Sud n'est pas une étape toujours évidente. Il s'accompagne souvent d'un contre-choc culturel. Si penser à son départ et à ses motivations est important, anticiper son retour l'est tout autant ! Dans les faits, partir et revenir sont très liés : si les motivations du départ sont claires et si celui-ci s'inscrit dans un projet professionnel bien pensé, alors le séjour et l'expérience professionnelle seront constructifs, et l'après « expérience au Sud » sera abordé avec sérénité. Une fois rentré, il est néanmoins courant de ressentir une frustration liée à la difficulté de partager son expérience telle qu'on l'a vécue sur place. On peut ressentir un manque d'intérêt de la part de ses proches pour une expérience à l'étranger qui nous semble essentielle et qui, pour eux, reste très lointaine... Rien d'insurmontable au final, mais des éléments dont il faut être conscient pour ne pas dramatiser le retour et se laisser le temps de retrouver ses proches et son quotidien.

● Le retour, côté professionnel

Dans le milieu du développement, on constate un « goulot » à l'embauche au retour en France. Le nombre de postes en France est limité comparativement aux postes de volontaires à l'étranger, ce qui peut conduire certaines personnes à se réorienter ou à repartir à l'étranger. Attention néanmoins à ne pas repartir « par défaut » ou pour de mauvaises raisons. Le volontariat favorise l'acquisition de compétences (comme le management d'équipe et de projet) et de savoir-être (comme les capacités d'adaptation). La plupart des employeurs en ont donc une image positive. Mais certains peuvent aussi y voir une forme d'instabilité et craindre que le candidat ne reparte sous peu à l'étranger. A toi d'apaiser leurs doutes. Démontre également que tu n'es pas parti pour prendre des vacances au soleil ! Et d'une manière générale, valorise ton expérience à l'étranger, notamment en mettant en avant ta mobilité et ton ouverture d'esprit.

43% DES VOLONTAIRES DE RETOUR DE MISSION ESTIMENT QUE LEUR RETOUR A ÉTÉ PLUTÔT DIFFICILE ET UN TIERS ÉVOQUE LA DIFFICULTÉ À VALORISER SES COMPÉTENCES ACQUISES EN MISSION.

Selon une enquête sur les volontaires au retour de mission réalisée en mai 2004, 96% des volontaires qui consacrent un ou deux ans à une mission reviennent satisfaits de leur expérience (c'est beaucoup !).

Enquête CLONG/IPSOS, mai 2004

- Veille à ne pas te déconnecter des problématiques françaises car tu pourrais avoir des difficultés à te réadapter.
- Ne pars pas trop longtemps. Il est recommandé par les DRH de se limiter à une période d'expatriation de 2 à 3 années avant de rentrer en France, afin de ne pas être étiqueté « expat ».
- Ne reste pas isolé en retour de mission. En cas de retour difficile d'une expérience à l'étranger (décalage avec les réalités françaises, recherche de travail laborieuse), l'association

Résonances Humanitaires (www.resonanceshumanitaires.org) peut apporter des pistes de réponses. Par ailleurs, un guide du volontaire de retour a été réalisé par le CLONG-Volontariat. Ce document¹ traite notamment de la santé au retour de mission, de l'aspect social (couverture sociale, aides financières, fiscalité, etc.), et du volet professionnel (bilan professionnel, recherche d'emploi, création d'entreprise, etc.).

¹ www.clong-volontariat.org/pdf/lecture/guideretour.pdf



N° 9

ALLEZ HOP AU BOULOT

LES ENJEUX ET LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES, TU AS INTÉGRÉ. LES ACTEURS, TU MAÎTRISES. LES MÉTIERS QUI CORRESPONDENT À TA FORMATION, C'EST IDENTIFIÉ. TA PREMIÈRE EXPÉRIENCE, C'EST CIBLÉ. ALORS IL NE TE RESTE PLUS QU'À ALLER À LA PÊCHE AUX OFFRES D'EMPLOI! CHOUETTE!

VOICI QUELQUES TRUCS ET ASTUCES POUR OPTIMISER TES RECHERCHES, PRÉPARER TON CV, TA LETTRE DE MOTIVATION, AINSI QUE TES ENTRETIENS. ICI, TOUT EST GARANTI CONSEILS DE RH!



Où trouver des offres ?

Voici une liste non-exhaustive d'organismes qui sont susceptibles de diffuser des offres d'emploi sur les services essentiels au Sud.

● Sur les sites d'offres d'emploi

- > emploi-environnement.com
- > apec.fr
- > pole-emploi.fr
- > letudiant.fr
- > emploipublic.fr

● Au près des collectifs et réseaux de professionnels

Lorsqu'on travaille dans les services essentiels, on peut être surpris par le nombre de réseaux et de collectifs impliqués dans le secteur. Si cette multitude peut prêter à confusion au premier abord, nous t'invitons à y regarder de plus près : au sein de chaque réseau et collectif se trouvent souvent une multitude d'informations et un grand nombre de personnes ressources. A ne pas négliger, donc ! Voici une liste non exhaustive de réseaux et collectifs français et internationaux.

> Coordination sud - plateforme des ONG françaises
coordinationsud.org

> Ofarcy - portail d'informations sur le développement
ofarcy.net

> Résonances Humanitaires (RH) - association d'aide au retour des expatriés de la solidarité internationale, rubrique emplois (réservé aux membres de Résonances Humanitaires)
resonanceshumanitaires.org

> Projection - réseau de jeunes professionnels, offres d'emploi spécifiques aux jeunes professionnels
reseauprojection.org

> Programme Solidarité Eau (pS-Eau) - réseau des acteurs français et étrangers de l'eau et l'assainissement
pseau.org

> Relief web - réseau d'information pour les acteurs de l'humanitaire
reliefweb.int

> Acodev - fédération des associations de coopération au développement en Belgique
acodev.be

> Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE)
diplomatie.gouv.fr

> AdP - Villes en développement - lieu d'échanges et de réflexions sur le développement urbain dans les pays émergents. Il regroupe des urbanistes, ingénieurs, architectes, économistes, géographes et sociologues
ville-developpement.org

> Coop Dec Conseil - agence d'appui aux collectivités locales pour leurs coopérations décentralisées, bourse de l'emploi en collectivités et bourse de l'emploi à l'international
coopdec.org

> Gevalor - conduit des programmes de gestion des ressources minérales et de déchets industriels ou ménagers
gevalor.hebergratuit.com

> Cefrapade - réseau d'experts mobilisés sur la gestion des déchets et de l'assainissement
cefrepade.org

> Académie de l'Eau - lieu d'échanges et de réflexions thématiques via colloques, études et groupes de travail
academie-eau.org

> Coalition Eau - collectif d'ONG françaises mobilisées pour l'eau et l'assainissement
coalition-eau.org

> International Water Association (IWA) - Association des professionnels de l'eau
iwahq.org

> Cercle Français de l'Eau (CFE) - structure de réflexions, d'échanges et de concertation, voix commune des acteurs de l'eau, le CFE défend les principes fondateurs de la politique française de l'eau
cerclefrançaisdeleau.fr

● Partenariat Français pour l'Eau (PFE)
partenariat-francais-eau.fr

● **Sur les sites de volontariat**

> **VSI:**

service-public.fr

solidarites.info

france-volontaires.org

la-gilde.org

> **VIE/VIA:**

ubifrance.fr

civiweb.com

> **VSC:**

service-civique.gouv.fr

● **Et aussi...**

Certaines structures ont des programmes spécifiques pour les jeunes diplômés et jeunes professionnels :

> Pangeo est un programme de Veolia qui propose des contrats locaux sans restriction d'âge ni de nationalité pour une durée de 12 à 24 mois.

pangeo.veolia.com

> L'AFD a mis en place un programme « vivier » ouvert aux jeunes diplômés d'écoles supérieures ayant moins de 2 ans d'expérience.

afd.fr

PETIT CONSEIL :

LES EXPÉRIENCES À L'ÉTRANGER SONT RECOMMANDÉES POUR INTÉGRER LE SECTEUR DES SERVICES ESSENTIELS ET PLUS LARGEMENT DU DÉVELOPPEMENT.

SI TU NE SAIS PAS EXACTEMENT CE QUE TU VEUX FAIRE, N'HÉSITE PAS À ÉLARGIR TON RÉSEAU EN T'INSCRIVANT SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX PROFESSIONNELS COMME LINKEDIN ET VIADEO. CELA PEUT AIDER (MÊME SI CE N'EST PAS SUFFISANT EN SOI).

B Ton CV

Ton CV doit être ajusté au poste en cherchant toujours à valoriser au maximum tes expériences et tes formations les plus pertinentes.

Les recruteurs prennent en moyenne 10 à 20 secondes pour lire un CV. **Celui-ci doit donc être accrocheur !** Ensuite, ils répartissent généralement les CV en trois tas : « négatif », « colle bien au profil recherché », et « j'ai un doute » (pour ce dernier tas, ils se réfèrent alors à la lettre de motivation).

> Rédige un CV clair avec des mots-clés mis en valeur.

> Sois concret, détaille les travaux réalisés, essentiellement ceux en lien avec l'offre d'emploi.

> Le « petit plus » au début du CV : un encadré avec tes compétences, le type d'emploi recherché, la durée, tes dates de disponibilité, ta zone géographique privilégiée.

> Tu peux aussi faire une accroche en résumant ton cv en quelques mots clés.

> Attention ! La photo ne constitue pas un plus sur une candidature ! Une « bonne » photo ne te valorisera pas, une « mauvaise » te nuira...

> Sois précis sur ta rubrique loisirs (sport, association, bénévolat). Tes occupations personnelles reflètent ta personnalité et tes qualités et te distinguent des autres candidats de la même formation. A toi de savoir ce que tu dois valoriser par rapport au poste auquel tu postules.





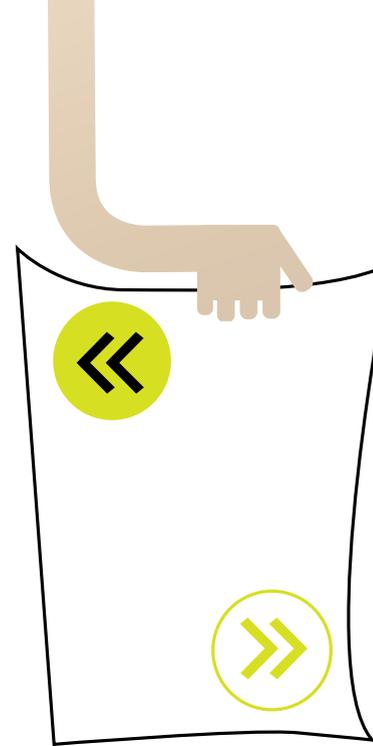
Ta lettre de motivation

Elle est décisive dans une candidature, en particulier si le profil ne correspond pas tout à fait aux attentes de l'employeur. Dans ta lettre, valorise la structure et développe ton expérience pour témoigner de l'adéquation de ton profil avec les attentes de la structure et du DRH.

CANDIDATURE SPONTANÉE

L'objectif visé par une candidature spontanée est que ton CV et ta lettre de motivation soient conservés pour un poste à venir, ou mieux, qu'ils te permettent d'obtenir rapidement un rendez-vous pour « réseauter » et te faire connaître.

La lettre de motiv' est ici très importante et il te faut une accroche d'enfer qui fait la différence avec les autres candidatures spontanées. Tes compétences et tes affinités pour cette structure doivent apparaître clairement : n'hésite pas à montrer que tu suis son actualité (projets en cours, campagnes de communication, événements à venir, etc.).



QUELQUES RECOMMANDATIONS :

- > Sois synthétique. Présente tes motivations et ne répète pas ce qu'il y a dans le CV.
- > Détaille ce qui t'attire dans les activités liées au poste et sur l'organisme recruteur.
- > Adresse ta lettre à la bonne personne ! Débrouille-toi pour trouver le nom de la personne qui se charge du recrutement et l'adresse de la structure.
- > Ne reprends pas le contenu du site Internet du recruteur. Sors des sentiers battus !
- > Aucune faute d'orthographe!
- > Aborde une ou deux informations essentielles qui contiennent les mots-clés du poste à pourvoir.
- > Liste tes forces – pour les mettre en évidence dans la lettre – et tes faiblesses – pour ne pas insister dessus.



Ton entretien

L'entretien, seconde phase (très encourageante) d'une candidature, se prépare. Les recruteurs testent les candidats et attendent d'eux des réponses claires et précises en lien avec leurs aspirations et leurs motivations. A l'issue de cette rencontre, l'envoi d'un mail de remerciement aux recruteurs est vivement recommandé.

> Renseigne-toi en détail sur la structure (son organigramme, ses missions, etc).

> Sois prêt(e) à détailler tes expériences en justifiant la cohérence de ton parcours.

> Prépare les questions qui pourront t'être posées, simule un entretien.

> Entraîne-toi pour décrire avec fluidité l'ensemble de ton parcours.

> Valorise tes expériences en fonction de la demande. Pense à bien mettre en cohérence le besoin (le poste à pourvoir) et la ressource (toi !).

> Reformule les activités qui figurent dans l'annonce, preuve de ton souci d'avoir une bonne compréhension du poste.

> Demande au terme de l'entretien à quelle échéance une réponse te sera communiquée. Cela démontre ton intérêt.

> Après l'entretien, le mail de remerciement est un moyen d'avancer un argument complémentaire que tu aurais oublié d'évoquer pendant l'entretien (mais n'en fais pas trop quand même !!).

... BONNE CHANCE !

Bibliographie

- Camdessus M., « Financer l'eau pour tous », Rapport du Panel Mondial sur le financement des infrastructures de l'eau, Mars 2003
- Monvois J., Gabert J., Frenoux C., Guillaume M., « Choisir des solutions techniques adaptées pour l'assainissement liquide », pS-Eau/PDM, Guide méthodologique n°4 Programme Stratégies municipales concertées, décembre 2010
- « pS-Eau/PDM, Gestion durable des déchets et de l'assainissement urbain », mars 2004
- Dambisa M., « Dead Aid: Why Aid Is Not Working and How There Is a Better Way for Africa », Farrar Straus Giroux, mars 2009
- Maathai W., « The Challenge for Africa », Pantheon, avril 2009
- Assemblée Générale des Nations Unies, AG 10967, « L'Assemblée reconnaît le droit à l'eau potable comme un droit fondamental et nomme Carman Lapointe du Canada secrétaire générale adjointe au contrôle interne », Actualité, 20 septembre 2010
- Smets H., « De l'eau potable à un prix abordable », Académie de l'eau, 2008
- Conseil Economique et Social, ENV/DEV/1115, « Un groupe d'expert se réunira à Tokyo du 18 au 19 mars pour débattre de la gestion des déchets résultant notamment de l'augmentation de la consommation », Actualité, 16 mars 2010
- PNUD, « Accroître la coopération Sud-Sud et triangulaire », Etude, 2009
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

« Le développement économique en Afrique : La coopération Sud-Sud : l'Afrique et les nouvelles formes de partenariat pour le développement », Rapport, 2010

- UNICEF, WHO, « Global water supply and sanitation report », Rapport, 2000
- Armand D., « L'eau douce, une ressource précieuse », CNRS, Dossier scientifique Sagascience, 2000
- pS-Eau, « L'assainissement à Madagascar » Rencontre Ran'eau, Rapport, 2010
- Clements B., Gupta S., Pivovarsky A. et R. Tiangson E., « L'aide extérieure : dons ou prêts », Publication, septembre 2004.
- Amendis Tanger – Maroc Partenariat Veolia Eau – MIT, « Évaluation de l'impact des opérations de branchements sociaux », Rapport, 2010
- Blanc E. et Botton S., « Services d'eau et secteur privé dans les pays en développement », Recherches AFD, 2011
- Repussard C., « À la recherche d'une légitimité politique dans la gestion villageoise du service de l'eau ? », GRET, Nov 2008
- Marty F., Voisin A. et Trosa S., « Les partenariats publics privés », Editions La Découverte, 2006
- Giraud PN., Lefevre B., Maria A. (Cerna), Ruet J. (London School of Economics), « Le financement des services essentiels dans les villes pauvres », Editions La Découverte 2006
- Clong, « Le Volontariat de Solidarité Internationale: un parcours de citoyenneté - résultats de l'enquête sur les volontaires de retour de mission », Résultat d'enquête, février 2004

Webographie

www.academie-eau.org
www.acodev.be
www.afd.fr
www.ajir-sud.org
www.apec.fr
www.aventure.blogs liberation.fr
www.cefrepade.org
www.cerclefrancaisdeleau.fr
www.civiweb.com
www.coalition-eau.org
www.coopdec.org
www.coordinationsud.org
www.defis-sud.org
www.diplomatie.gouv.fr
www.eau-seine-normandie.fr
www.emploipublic.fr
www.emploi-environnement.com
www.france-volontaires.org
www.gevalor.hebergratuit.com
www.goodplanet.info
www.gret.org
www.international.siaap.fr
www.iwahq.org
www.la-gilde.org
www.letudiant.fr
www.oecd.org
www.ofarcy.net
www.oieau.fr
www.pangeo.veolia.com
www.partenariat-francais-eau.fr
www.planetoscope.com
www.pseau.org
www.pole-emploi.fr
www.reliefweb.int
www.reseauprojection.org
www.resonanceshumanitaires.org

www.service-civique.gouv.fr
www.service-public.fr
www.solidarites.info
www.suez-environnement.fr
www.un.org/fr/millenniumgoals/
www.veolia.com
www.ville-developpement.org
www.who.int
www.worldwatercouncil.org
 ... et plein d'autres encore...
 A ton clavier !!

Pour en savoir plus, échanger et réseauter: le Forum DEFIS SUD

www.defis-sud.org

CHAQUE ANNÉE, PROJECTION
 ORGANISE DEFIS SUD,
 LE FORUM DES MÉTIERS
 DES SERVICES ESSENTIELS
 DANS LES PAYS
 EN DÉVELOPPEMENT.

Lieu de conférences, de débats, d'expositions et de rencontres originales, cet évènement est dédié aux étudiants et jeunes diplômés qui souhaitent s'orienter vers les services essentiels au Sud.

La première édition a eu lieu en 2011 à Paris et a été soutenue par l'Agence de l'Eau Seine Normandie, l'Agence Française de Développement, AgroParisTech Executive, Suez Environnement et Veolia Environnement.

La prochaine édition explorera les enjeux des services essentiels en lien avec l'urbanisme.

Au plaisir de t'y accueillir !



projection

RÉSEAU DE PROFESSIONNELS JUNIORS

TU ES ÉTUDIANT(E) EN FIN DE CYCLE, JEUNE
DIPLOMÉ(E) OU JEUNE PROFESSIONNEL(LE)?

TU T'INTÉRESSES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT ?

PARLER CACA, ÇA NE TE FAIT PAS PEUR ? BIEN AU
CONTRAIRE, TU TROUVES LE SUJET PASSIONNANT ?

TU ES DU GENRE À TRIER TES DÉCHETS
ET À NE RIEN JETER PAR TERRE ?

POUR TOI, L'EAU C'EST LA PRIORITÉ ?

**Ce Petit Abrégé de Recommandations Indispensables
aux Enthousiastes en Recherche d'emploi dans les Services Urbains
au suD (PARIER SUD) est fait pour toi !**

Pratique, original et ludique, ce guide est destiné à ceux qui s'intéressent aux services essentiels (accès à l'eau, assainissement et gestion des déchets) dans les pays en développement mais qui n'en connaissent pas toutes les ficelles.

Tu commenceras par quelques tests pour faire un point sur tes connaissances, puis tu plongeras au coeur des enjeux des services essentiels avant de découvrir quelques outils qui t'aideront à t'insérer dans les métiers et structures qui les composent.

PARIER SUD a été réalisé par le réseau Projection, plateforme de débats et d'échanges pour les jeunes professionnels œuvrant pour l'accès aux services essentiels dans les pays en développement.

Le réseau Projection te souhaite bonne lecture et t'invite à devenir «pertinent en toute impertinence!».



Avec le soutien de:



ISBN: 978-2-9542163-0-0